

Une initiative de



Rapport de capitalisation

Citoyenneté & Gouvernance inclusive dans le contexte COVID-19

#CitizenLEGS – L'engagement participatif par le digital

Juin 2020

AVANT-PROPOS

Chers lecteurs, que la paix soit avec vous !

Ce document revient sur la capitalisation d'une série de webinaires organisés entre le 6 Avril et le 16 Mai 2020. Ces conférences en ligne sont une forme d'adaptation de nos activités face à la brutale situation créée par l'avènement du virus Covid-19. Conscients qu'à chaque situation exceptionnelle, il faut des mesures exceptionnelles, la créativité des uns et des autres permet d'inventer des solutions circonstanciées et durables face aux difficultés.

En fin de compte, cette pandémie nous a permis d'être plus performants que par le passé dans nos initiatives et actions programmatiques. En effet, en moins de dix semaines, nous avons pu réaliser une série de conférences que nous organisions en deux ans de temps pressenti, sans distanciation physique. Quand nous arrivions à peine à réunir une centaine de participants pour nos rencontres bi-mensuelles, nous avons pu toucher près de quatorze millions de personnes via les réseaux sociaux, en douze sessions.

Là est la pertinente leçon que nous tirons de cette expérience qui, finalement, au lieu de subir des consignes de distanciation physique a permis un puissant rapprochement social et intellectuel. Cette solidarité a été surtout matérialisée, à travers ces webinaires, par deux associations sœurs, JEADER et LEGS-Africa qui ont su bâtir une synergie autour d'une action collective qui s'est révélée un succès sans précédent au point d'en inspirer d'autres et de forcer l'intérêt des médias.

Depuis 2016, LEGS organise des séries de débats dans le cadre des éditions "Perspectives Africaines", tandis que JEADER lançait en 2017 la première campagne #CitiZEN, une initiative citoyenne visant à promouvoir une démarche participative chez les jeunes. La campagne avait aidé à apporter des solutions à près de 50 défis de la société sénégalaise à travers les réseaux sociaux. Deux perspectives qui se rencontrent pour donner en 2020, les Webinaires #CitizenLEGS, qui visent à renforcer la citoyenneté et la démocratie inclusive, en cherchant à édifier le public sur des sujets importants de l'heure. Les différentes sessions ont donné l'occasion à des spécialistes de partager leurs connaissances et de répondre aux questions des participants directement via la plateforme technologique utilisée et par le prolongement des débats à travers les réseaux sociaux : Twitter, Facebook, Instagram & Linked In.

Nous tenons à remercier tous ceux qui ont accepté de sacrifier de leur temps, pour organiser et participer activement à ces moments intenses de réflexion et d'introspection sur nos attitudes et habitudes pour envisager l'avenir autrement. Telle est aussi la leçon décisive à retenir de cette pandémie: Que faire maintenant pour que les changements que nous voulons adviennent en nous et autour de nous? Ce travail ne fait que commencer et nous vous donnons rendez-vous à la fin de la prochaine série pour de nouvelles perspectives vers un autre monde , après Covid-19.

Elimane Haby KANE

Président LEGS-Africa

Mame Fanta DIALLO

Présidente JEADER

PRÉSENTATION JEADER

L'association **JEADER** (Jeunes Entrepreneurs Africains œuvrant pour le Développement Économique Régional), créée en 2014 est une organisation sénégalaise qui vise à former la prochaine génération de Leaders en Afrique, à travers l'Entrepreneuriat. Leur mission tourne autour de 07 programmes que sont :

- **AYOO NENE / ACTIONS SANTE** : Pour l'accompagnement des pouponnières, Daaras & Orphelinats ;
- **GRAINES D'ENTREPRENEURS** : Pour l'accompagnement des High Potential depuis le collège / lycée ;
- **CARAVANE APPRENDRE ET ENTREPRENDRE** : Délocalisation des actions de JEADER dans les zones rurales afin d'identifier les opportunités économiques ;
- **JIGEENINDER** : Pour l'appui aux femmes dans leur développement personnel et leur initiation à l'entrepreneuriat ;
- **FORMATION / GET-2-GET-THERE** : Pour la formation, l'accompagnement et l'introduction de Modèles, aux Jeunes Entrepreneurs ;
- **CITIZEN / DIGITAL**: une initiative citoyenne qui vise à promouvoir une démarche participative chez les citoyens ;
- **BAYDUNDEE / ENERGIE/ENVIRONNEMENT** : pour la promotion du consommateur local et le développement des énergies renouvelables.

SITE WEB : www.jeader.club

PRÉSENTATION LEGS-AFRICA

LEGS-Africa (Leadership, Ethique, Gouvernance et Stratégies pour l'Afrique) est un « think tank » regroupant une nouvelle génération d'Africains dont l'ambition est de promouvoir la citoyenneté de transformation en Afrique. C'est à dire un nouveau type de rapport entre l'homme africain et son sentiment d'appartenance à une entité géographique, politique, économique et culturelle viable, s'exprimant dans l'unité et prêt à agir pour apporter des changements profonds induits par une stratégie collectivement élaborée et largement partagée.

Il s'agit de célébrer de nouveaux types de comportements favorables à une nouvelle vision de l'Afrique et d'identifier, d'approfondir et de vulgariser les initiatives de rupture et les positions politiques et économiques qui prennent en charge les intérêts de l'Afrique dans le monde.

Fondée en 2013, l'association a pour buts de : contribuer à l'émergence d'un nouveau type de leadership pour l'éthique et la gouvernance, à partir d'une meilleure connaissance de l'Afrique (1); promouvoir une citoyenneté africaine à travers des programmes d'échanges, des rencontres et des projets d'action collective entre les porteurs d'initiatives citoyennes de transformation économique et sociale par le biais du partage et de la diffusion de valeurs communes (2) ; concevoir et mettre en œuvre des stratégies à travers des actions de plaidoyer et des programmes structurants en vue de l'amélioration significative du cadre de vie des Africains (3); favoriser le dialogue entre Africains pour identifier ensemble des projets de société et bâtir des consensus capables d'impulser la refondation des Institutions et la réalisation des Etats Unis d'Afrique (4).

[@legs-Africa](https://twitter.com/legs-Africa)
www.legs-africa.org

ÉQUIPE DE CITIZEN LEGS



Elimane Haby KANE
Grille éditoriale

 @ElimaneH



Lika SIDIBE
*Journaliste
Présentatrice*

 @sidibe76



Rokhaya DIEYE
Rédaction en chef

 @Roxayad1



Mame Fanta DIALLO
Suivi & Evaluation

 @mafantadiallo



Mohamed NIASSE
Logistique

 @mhdniasse



Dieynaba KANE
Capitalisation/Rédactrice

 @DebboKurum



Djiby NDIAYE
Designer

 @Djiby_Ndiaye_



Ndeye Absa GNINGUE
*Partenariats
Mobilisation Ressources*

 @NdeyeAbsaGningue



Abraham NIASSE
Twitter / Facebook

 @CabralistaMax



Makhady Birima SAMB
Twitter / Facebook

 @KhadiatouFSAM

I. COVID-19 : GESTION ET PERSPECTIVES	7
Etat d'urgence et réalités socio-économiques	8
Impacts économiques au Sénégal	10
Ethique et Droit	12
Transparence et Redevabilité	14
Politique de santé publique : Avant & Après Covid-19	16
Monnaie et Dette	18
Média et Désinformation	21
Quelles leçons tirer de la Chine dans la gestion de la Covid-19	24
Eau et Assainissement : Risques et mesures préventives	26
Quel type de leadership en temps de crise ?	28
L'urgence de valoriser les produits locaux	30
Quelles conséquences sur les inégalités de genre au Sénégal	33
Le point sur la gestion de la Covid-19	35
II. BIOGRAPHIES	37
Elimane Haby KANE, Psycho-Sociologue	38
Dr. Khadim Bamba DIAGNE, Economiste	39
Pr. Abdoulaye SAKHO, Juriste	40
Dr. Cheikh Tidiane DIEYE, Sociologue	41
Dr. Mbathio DIENG, Experte en Santé Publique	42
Ndongo Samba SYLLA, Economiste	43
Dr. Mamadou NDIAYE, Enseignant-Chercheur	44
Dr. Ibrahima Khalil NIANG, Sociologue	45
Lansana Gagny SAKHO, Directeur Général ONAS	46
Nabou FALL, Directrice de VIZEO	47
Chef Pierre THIAM, Chef Cuisinier	48
Dr. Selly BA, Sociologue	49
Honorable Marieme Soda NDIAYE, Député	50

NOTE INTRODUCTIVE

Depuis son apparition en Chine, en Décembre 2019, et la rapide propagation qui s'en est suivie, le phénomène Covid-19 est devenu le sujet prioritaire à travers le monde. L'effervescence intellectuelle qu'il suscite n'égale que la politisation hypertrophique dont il fait l'objet. Intrinsèquement liée aux préoccupations majeures du monde contemporain, cette problématique se pose de manière incisive aux Etats et institutions internationales comme aux particuliers, car constituant, à l'heure, le défi le plus urgent de notre planète.

La crise de la Covid-19 est en train de bouleverser la dynamique du système international et de remettre en cause son consensus. Elle est, à première vue, sanitaire mais ses implications graves et multiples interpellent divers domaines dont la santé publique, la sociologie, les politiques publiques, l'économie, la diplomatie et les relations internationales, le droit, l'environnement, la sécurité, etc. L'analyse de la question requiert, par conséquent, une approche holistique et pluridisciplinaire.

C'est la raison pour laquelle le Think tank LEGS-Africa, fidèle à sa mission de réflexion stratégique et le Do- Tank JEADER, ont initié une série de webinaires bihebdomadaires (tous les lundis et jeudis) à travers la plateforme virtuelle Zoom. Les webinaires sont diffusés en direct sur les réseaux sociaux, pour échanger sur les tenants et les aboutissants de cette crise et en tirer des enseignements capables de nous permettre d'envisager de nouvelles perspectives au Sénégal et en Afrique. Ces réunions nocturnes d'une heure (de 21h à 22h) modérées par Mme Mame Lika SIDIBE, une journaliste chevronnée, accueillent dans chaque session un ou plusieurs experts dans différents domaines. Par ce document de capitalisation, nous vous livrons le condensé d'une douzaine de thématiques évoquées dans cette première série, clôturée par une édition spéciale qui a permis de faire le point sur la gestion de la pandémie Covid-19. Pour chaque session, nous présentons l'intervenant et le résumé de ses messages clés et recommandations pour permettre au lecteur d'en saisir l'essentiel.



I. **Covid-19 : Gestion et Perspectives**

ETAT D'URGENCE ET RÉALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES

Elimane Haby KANE

Depuis l'internationalisation de la Covid-19 à partir de la ville de Wuhan, en Chine, le monde est proie à une crise multidimensionnelle sans précédent. Les stratégies de riposte face à ce mystérieux virus varient selon le contexte et les priorités de chaque Etat. Au Sénégal, la mesure phare prise par les pouvoirs publics pour juguler la pandémie est relative à l'instauration de l'état d'urgence qui s'est très tôt heurté aux réalités socio-économiques du pays.

Analyse de la gouvernance globale du Covid-19

La gestion des épidémies réunit trois éléments fondamentaux que sont la limitation de la mobilité ; la distanciation physique que le conférencier a substituée à la « distance sociale » pour mettre en relief la nécessité impérieuse d'une solidarité au sein de la société en temps de crise ; et, enfin, les pratiques d'hygiène corporelle et environnementale visant à se préserver et à préserver les autres. La gestion globale de la Covid-19 se caractérise particulièrement par une centralisation de la prise de décision et de la communication au niveau de la sphère étatique. Mesures exceptionnelles, dépistage sélectif privilégié dans certains pays et à grande échelle dans d'autres, port des masques (sélectif au tout début mais de plus en plus généralisé), confinement : telles sont les pratiques les mieux partagées dans le monde.

Au sujet du confinement, on en relève différentes formes, allant du « zero confinement » qui s'est avéré jusque-là efficace dans certains pays, au confinement général, en passant par le confinement partiel, le couvre-feu général, la stratégie mixte et la stratégie dubitative souvent liée à des contingences socio-économiques et culturelles. Au Sénégal, c'est cette dernière stratégie qui a été déployée par l'Etat. Les mesures prises dans ce sens se rapportent à l'interdiction des rassemblements publics, la fermeture des établissements scolaires, universitaires et religieux, la fermeture des frontières et l'instauration de l'état d'urgence et du couvre-feu.

Réalités socio-économiques

Le contexte socio-économique sénégalais se particularise par une structure économique extravertie et la prédominance du secteur informel qui polarise 97% des entreprises et représente 46% du PIB, selon l'agence nationale des statistiques et de la démographie (ANSD). Sur les 16 millions de sénégalais, environs 500 000 seulement sont salariés. Avec un taux de 36% d'extrême pauvreté et près de 80% de pauvreté multidimensionnelle, un million de ménages (soit 8 million d'habitants) ont besoin d'aide sociale, selon les estimations de l'Etat. Il apparaît, en effet, des facteurs contingents de "précarité"¹ aussi bien en ville qu'en monde rural. Il s'agit essentiellement de l'absence de liquidité, de réserves financières des ménages (les activités informelles) et de protection sociale en raison de l'absence de couverture ou d'assurance chômage.

1. J'emprunte ce terme au Pr Alioune de l'institut des Futurs africains qui est un néologisme né de la contraction des termes prolétariat et précarité

Parallèlement à cette précarité économique des plus vulnérables, l'habitus social des sénégalais s'avère très propice à la propagation du virus. Il se traduit par des écarts comportementaux qui s'expliquent d'abord par la pluralité de comportements antagonistes et populistes résultant de la transition entre tradition et modernité. Dans une société d'accaparement et d'autoflagellation, une certaine éthique ceddo guide la conduite égoïste des élites qui piétinent continuellement l'intérêt collectif. Les initiatives de solidarité déjà lancées ne sont en réalité que trop opportunistes car profondément enchâssées dans une culture de l'apparence. Quant à la crise des valeurs qui sévit dans la société sénégalaise, elle n'est plus à constater. Mais l'euphorie est de plus en plus grandissante, lorsqu'on observe l'émergence accrue à la base de solidarités citoyennes mues par la cause sociale.

Face à cette situation de crise, un certain nombre de mesures ont été initiées, notamment la mise en place de Fonds de riposte et de solidarité contre les effets de la Covid-19 (1367 milliards), alimenté en partie par une contribution externe des institutions financières internationales et des banques (437,07 milliards), la participation de quelques entreprises et bailleurs endogènes, le Programme de Résilience Economique et Sociale, un guichet d'urgences et un guichet d'interventions. Si ces différentes initiatives sont à saluer, il reste toutefois des défis urgents à relever. Le premier est d'ordre comportemental : l'éducation à la citoyenneté solidaire. Ensuite, l'accroissement de la production locale et la sécurisation des circuits d'approvisionnement, la logistique du transport et ses conséquences sur la mobilité des travailleurs et, enfin, la structure économique moins dépendante.

Conclusion

Le continent africain est certes moins préparé au confinement – et ce pour des raisons objectives – mais il semble disposer d'atouts liés à son expérience empirique des maladies infectieuses. Pour une position souveraine et adaptée de gestion de la Covid-19, Monsieur KANE préconise :

- au-delà de la prévention par les gestes barrières, privilégier le traitement par les molécules antibiotiques afin d'éviter le confinement qui comporte des risques humanitaires ;
- l'orientation des dépenses du Fonds sur les interventions médicales vers des tests généralisés et le traitement aux solutions locales, notamment travers la réquisition ou la nationalisation du MEDIS ;
- l'investissement durable rapide dans le secteur de l'agriculture familiale pour l'autosuffisance des ménages ;
- l'élargissement de l'appui des entreprises formelles aux entreprises et start-up du secteur informel.

06/04/2020

COVID-19: IMPACTS ECONOMIQUES AU SENEGAL

DR. Khadim Bamba Diagne

La crise planétaire liée à la Covid-19 a donné un coup de frein lourd de conséquences à l'économie mondiale. Les impacts économiques de cette pandémie, semblerait-il, sont encore pires que ceux qui ont résulté de la crise financière ayant dévasté le monde entre 2007 et 2008. Le coup est d'autant plus brutal pour les économies fragiles qu'elles s'exposent aujourd'hui à une catastrophe humanitaire imminente. Le Sénégal souffre déjà de cette crise, des pans entiers de l'économie étant à l'arrêt.

Analyse situationnelle de l'économie mondiale de la Chine à l'Occident

« Quand la chine s'éveillera le monde tremblera », prédit Dr DIAGNE. Première victime des graves répercussions de la Covid-19, la Chine est plongée dans une torpeur économique qui impacte significativement sur l'économie mondiale dans sa globalité, en raison de son rang de premier fournisseur de biens intermédiaires, soit 20% du commerce intermédiaire et 30% de la production intermédiaire mondiale. Ce qui en fait l'usine – et même la pharmacie – du monde.

A l'heure actuelle, le G20 qui représente 80% de l'économie mondiale concentre 90% des cas infectés par la Covid-19, ce qui confine l'économie mondiale et l'enfonce dans une récession historique.

Mondialisation et souveraineté : les leçons de cette crise pour les Africains

La pandémie du coronavirus a non seulement révélé les limites de la mondialisation qui, jusque-ici, a permis aux Etats de coordonner leurs politiques pour faire face à leurs défis communs, mais surtout, l'impératif pour les pays du tiers-monde de poser la problématique de la souveraineté sur les plans alimentaire et sanitaire.

Cette crise nous renvoie une fois de plus au problème lancinant de la diversification des économies africaines qui les rend fortement dépendantes des exportations. Ce qui risque de causer une crise humanitaire sans précédent sur le continent, si la pandémie n'est pas jugulée de manière durable.

Toutefois, cette situation d'impasse a ceci de positif et d'intéressant qu'elle met à nu des réserves de créativité et d'innovations qui témoignent de la grande capacité des africains à produire pour eux-mêmes une variété de biens de première nécessité souvent importés. Les systèmes sanitaires souvent délaissés par l'élite et la classe bourgeoise au profit de soins extérieurs font aussi preuve de performance en défiant le virus, malgré l'insuffisance des plateaux médicaux (exemple du Sénégal).

Les impacts économiques de la crise au Sénégal

Ils se situent au double niveau macro et micro. Au niveau premier, on note d'abord une baisse drastique des exportations (42% au mois de février 2020) et des importations (41%). La compagnie aérienne Sénégal Airlines tourne au ralenti, ce qui confine bon nombre entreprises gravitant autour

du secteur touristique.

Au niveau micro, la crise a contribué à la faillite de beaucoup d'entreprises informelles, créant ainsi des « pauvres conjoncturels ». Cette situation est d'autant plus préoccupante que les mesures de solidarité prises par l'Etat, prévues dans le court terme (mois d'avril), ne sauraient être prolongées au-delà de leur échéance, eu égard au déficit de ressources financières dans ce contexte de crise planétaire.

Conclusion

Le secret de l'action, c'est de commencer et pour réussir les grandes choses, il faut être prêt à subir les grands échecs, révèle Dr DIAGNE, avant de recommander de :

- Refonder les fondamentaux des économies africaines (transformations structurelles) ;
- Appuyer les entreprises locales pour renforcer l'économie locale;
- Revoir du dispatching de l'aide de l'Etat pour prendre en compte le secteur informel ;
- Identifier et prendre en charge les « pauvres conjoncturels ».

09/04/2020

ETHIQUE ET DROIT DANS LE CONTEXTE DE COVID-19

Pr. Abdoulaye Sakho

A l'aune de la crise planétaire liée à la Covid-19, la question qui se pose de manière incisive est de savoir : comment l'Etat doit gérer la vie et la mort des populations en temps de pandémie ? Il apparaît alors que parmi les instruments de gestion à la disposition de l'Etat, il y a le DROIT. Mais il est apparu évident que le droit à lui seul ne suffit pas. L'appel à la conscience humaine sous forme d'ETHIQUE est de plus en plus fréquent.

Droit et éthique dans la gestion politique de la décision médicale

L'Etat dispose de plusieurs instruments de gestion, dont le droit et l'éthique, deux catégories de normes comportementales dont l'application repose, respectivement, sur la contrainte et la conscience humaine.

La résolution de cette crise requiert l'implication de tous les segments de la population, gouvernants comme gouvernés, pour construire un comportement collectif conforme à l'Etat de droit. Un tel comportement doit se traduire par la légitimité des décideurs et la régularité de leurs décisions.

Ce que, à la date de la présente intervention pour les besoins du webinaire, le Sénégal a jusque-là réussi. La décision est légitime et elle est régulière dans la mesure où des pouvoirs exceptionnels ont été conférés, dans ce contexte d'urgence sanitaire, aux autorités par application de la Constitution, dans la seule perspective de permettre une gestion sereine et efficace de la pandémie.

Attention, l'exercice de ces pouvoirs exceptionnels doit toutefois s'accompagner d'une certaine éthique afin de prévenir « l'emprisonnement du droit pendant la guerre » déclarée au virus par ces autorités à un très haut niveau.

Ceci dit, le problème de santé publique que pose le coronavirus recouvre divers aspects (science, stratégie, environnement, communication, etc.).

Une approche pluridisciplinaire, allant du biologique au social, paraît donc inéluctable. En conséquence, pour des questions d'éthique, l'humain doit être placé au cœur des décisions politiques qui, à cette heure, doivent être traversées par la même visée : la lutte contre cette pandémie.

Le décideur doit donc s'inscrire dans une dynamique de concertation avec les techniciens se trouvant sur la ligne de front, afin que sa décision soit en phase avec l'avis médical.

Droit et éthique dans la méthodologie de la thérapie du Covid-19

Les recherches médicales n'ont jusque-là pas abouti à un résultat unanime. Certains spécialistes, à l'instar du Professeur Didier RAOULT, sont tout de même parvenus à démontrer l'efficacité d'une méthode curative du virus : le traitement à base de chloroquine. Cependant, en ce qu'elle bouscule les normes procédurales relatives à l'expérimentation de nouveaux médicaments, cette méthode fait l'objet de critiques virulentes de la part des tenants de l'orthodoxie méthodologique dans la recherche

clinique. Il faut comprendre que l'expérimentation qui repose sur des essais cliniques est un très long processus que l'urgence de la situation de crise ne permet pas de suivre. Dans ces circonstances périlleuses, tout choix méthodologique doit être guidé par l'éthique qui est en elle-même consubstantielle à la pratique médicale.

Pendant que Pr RAOULT invite la communauté scientifique à relancer la réflexion sur la morale du choix entre le soin et l'expérimentation, Pr SEYDI, de son côté, a choisi d'ôter sa casquette de chercheur pour agir en tant que médecin. Ce qui justifie son engagement à suivre le protocole de la chloroquine, à l'instar d'une grande partie de ses homologues dans le monde.

Conclusion

En définitive, Pr SAKHO espère de tout cœur qu'il s'agisse d'un simple débat entre scientifiques immunisé de toutes considérations liées aux droits de propriété intellectuelle. Le traitement à base de chloroquine étant peu coûteux, la découverte d'un nouveau médicament sera, pour le moins, fructueuse pour le titulaire du brevet d'invention.

Avant de poser le débat sur le droit de propriété de l'innovateur sur son invention en tant qu'obstacle aux impératifs de santé publique en période de pandémie, il exhortait vivement à :

- Respecter les décisions politiques et sanitaires ;
- Privilégier une approche pluridisciplinaire et inclusive dans le processus de prise de décision ;
- Se référer à l'avis scientifique des experts médicaux ;
- Conférer davantage de pouvoir à l'administration pour une meilleure gouvernance territoriale proche des populations ;
- Coordonner les politiques et stratégies à l'échelle continentale pour faire face aux défis communs aux Africains ;
- Faciliter l'accès aux médicaments pour les pays du sud.

13/04/2020

TRANSPARENCE ET REDEVABILITE DANS LE CONTEXTE DU COVID-19

Dr. Cheikh Tidiane Dieye

La pandémie de la Covid-19 a fini de convaincre de la place centrale de la transparence et de la redevabilité dans la conduite des destinées du peuple. En ces temps funestes où tous les esprits sont aux aguets, la confiance dans les institutions publiques demeure, aujourd'hui plus que jamais, la condition sine qua none d'une gestion efficace des affaires de la cité.

L'enjeu de gouvernance et l'efficacité des politiques publiques

La redevabilité est une notion évolutive et extensive à double facette : la responsabilité des gouvernants dans la gestion des affaires publiques et la reddition des comptes. Avec la transparence, elles constituent les deux piliers de la bonne gouvernance. Enjeux de développement international, ces deux principes sont nés du constat que la gestion publique des Etats bénéficiaires de l'aide internationale reposait sur des pratiques corruptives et néopatrimonialistes qui entravent le développement économique et social.

Il existe donc une forte corrélation entre la bonne gouvernance et le développement. D'ailleurs, sur le plan international comme à l'échelle continentale, les pays qui présentent le niveau de développement économique et social le plus élevé sont généralement les plus performants en matière de bonne gouvernance (les pays de l'Europe du Nord et en Afrique, le Cabo Verde, Seychelles, Botswana, entres autres).

Par ailleurs, même si la transparence et la redevabilité sont aujourd'hui devenues des principes universels, il convient de préciser que leur conception de même que leur application varient d'un pays à l'autre. Telles que définies en Chine, par exemple, elles peuvent apparaître, aux yeux de l'Occident, comme étant faibles, voire inexistantes. C'est pour dire qu'il n'existe pas de modèle standard en la matière, chaque peuple devant se les approprier en les re-socialisant dans son contexte. C'est ce que l'Afrique ne semble pas avoir bien assimilé. Sinon, comment se fait-il qu'elle soit aujourd'hui encore en marge de la gouvernance mondiale dont elle a pourtant écrit les premières lettres de noblesses restées officieuses dans la natation eurocentrique de l'histoire du monde (la MAAT égyptienne, la charte du Mandé, principes de la république théocratique torodo,...) ?

Redevabilité et transparence comme conditions de renforcement démocratique et de légitimation des élites africaines

Les réactions positives des Sénégalais à l'effort public de lutte contre le Covid-19 montrent à suffisance que la transparence et la redevabilité dans la gestion des ressources publiques sont des facteurs de légitimation des gouvernants, mais surtout de renforcement de la participation citoyenne

et par ricochet, de la démocratie.

Ainsi donc, les gouvernements africains, dans le souci de rendre effectives les mesures prises dans le cadre de la gestion de la crise du Covid-19, gagneraient davantage à instaurer un climat de confiance avec le peuple en se montrant plus transparents dans leur démarche et plus redevables envers les citoyens.

La faiblesse des mécanismes de gouvernance : cause ou conséquence de la faillite du développement

D'aucuns considèrent la faiblesse des mécanismes de gouvernance des Etats africains comme la cause principale de leur sous-développement, tandis que d'autres engagent la responsabilité des peuples qui, plus occupés à assurer leur survie, ne font aucune preuve d'exigence envers les élites dirigeantes en ce qui concerne le respect des principes de bonne gouvernance démocratique.

Et pourtant, il suffit d'un simple regard sur les configurations actuelles des sociétés africaines pour constater que, nonobstant la pauvreté chronique qui y sévit, il existe une forte demande citoyenne de transparence et de redevabilité. Les peuples africains ont soif de bonne gouvernance. C'est ce qui explique la montée exponentielle du populisme sur le continent qui se traduit par l'émergence accrue d'opinions critiques en faveur d'une gestion vertueuse des affaires publiques.

Quelles voies pour le Sénégal et pour l'Afrique ?

S'inspirant de la grande vision éclairée de Pr Joseph KI ZERBO étalée sur La natte des autres : pour un développement endogène de l'Afrique, qui préconise la construction d'un système africain de gouvernance propre aux Africains, Dr DIEYE recommande de :

- Créer une nouvelle citoyenneté participative à la reconfiguration du modèle de gouvernance ;
- Recourir aux valeurs positives du passé et des vertus religieuses pour fonder des systèmes conformes aux réalités sociales du continent.

23/04/2020

POLITIQUE DE SANTE PUBLIQUE AVANT ET APRÈS COVID-19

Dr. Mbathio Dieng

La pandémie de la Covid-19, déclarée par l'OMS comme une urgence de santé publique de portée internationale, met à rude épreuve la résilience des systèmes sanitaires, suscitant de la part des pouvoirs publics, une série de mesures drastiques qui ont résolument bouleversé les habitudes des populations.

Interpellé par le gouvernement français sur la définition de la Santé publique, en 1989, un groupe d'experts français (Gérard Dubois, Claude Got, François Grémy, Albert Hirsch et Maurice Tubiana) estimait que « Par Santé Publique, il faut entendre la réflexion et l'action concernant les problèmes de santé des groupes humains, leurs besoins de santé et les moyens à mettre en œuvre pour promouvoir, protéger et, si besoin, restaurer celle-ci. L'action médicale est la plus spectaculaire de ces moyens, c'est aussi le plus connu, le plus onéreux, mais pas toujours le plus efficace. Elle est loin d'être le seul. Elle concerne les individus, essentiellement les individus malades. L'action de Santé Publique concerne les groupes ou populations de personnes, malades ou non, même la société tout entière, elle a donc toujours une dimension collective, sociétale. Ses domaines électifs sont la prévention, la planification du système de soins, l'évaluation de la pratique, des techniques, des institutions, la surveillance des risques majeurs par l'observation et l'intervention épidémiologiques. Ainsi définie, la Santé Publique dépasse largement l'intervention de la puissance publique en matière de santé. Mais cette dernière fait, par construction, partie de la Santé Publique ».²

Situation épidémiologique : atouts et challenges des systèmes africains

A la date du 15 Avril 2020, sur les 54 pays qui composent le continent africain, 52 sont touchés par la pandémie du coronavirus, avec un nombre de décès qui dépasse les 800 morts, les zones les plus touchées actuellement étant l'Egypte et l'Afrique du Sud. Une analyse comparative de l'évolution des cas depuis l'apparition du virus en Europe et en Afrique constate, par ailleurs, une similarité dans la trajectoire suivie par certains pays africains – tels que le Sénégal et le Burkina Faso – et européens, comme l'Espagne et l'Italie.³

Cependant, face à cette situation de crise planétaire, l'Afrique ne manque pas d'atouts par rapport aux autres continents. Ainsi, dans la mesure où il a été scientifiquement établi une corrélation entre l'âge et la gravité d'atteinte du virus, la tranche d'âge la plus susceptible de complications étant celle qui transcende les 65 ans, la démographie africaine jeune semble particulièrement avantageuse (seulement 4% ont plus de 65 ans, contre 20% en France, 16 % aux USA et 11% en Chine). Le deuxième atout est lié à son climat tropical qui pourrait être moins favorable à la propagation du virus alors que le troisième se rapporte à son expérience des précédentes épidémies. Néanmoins, aussi réconfortante que puisse paraître ces révélations scientifiques, il ne faudrait surtout pas perdre de vue la

2. Cf. Jean Luc MATHIEU, Prévention : quels enjeux de Santé publique ! Analyse des politiques publiques, L'Harmattan, Paris, 2018, p. 8.

3. Martinez-Alvarez M, Jarde A, Usuf E, et al: COVID-19 pandemic in west Africa. The Lancet Global Health 8:e631-e632, 2020

vulnérabilité du continent face à cette crise car, à l'instar du reste du monde, les pays africains ne sont pas convenablement préparés aux épidémies et aux pandémies, la faiblesse des systèmes sanitaires n'étant plus à démontrer.

Covid-19 en Afrique : mesures de santé publique et impacts

Les mesures de santé publique actuellement déployées sur le continent visent principalement à freiner la progression de l'énigmatique virus pour en réduire le pic d'activité et par ricochet, la demande en soins sanitaires.

Ces mesures plus ou moins efficaces posent le dilemme éthique-efficience entre la santé de la population et la survie de l'économie. Ce qui n'a pas tardé à susciter, au sein de la communauté épidémiologique, le débat de l'immunité collective qui soulève la question de savoir s'il ne serait pas plus judicieux de laisser libre cours à la circulation du virus afin d'atteindre dans le court terme un certain niveau de protection immunitaire, au lieu de s'atteler à casser sa chaîne de transmission. Cette stratégie épidémiologique privilégiée par certains pays (RU, Suède) permet, certes, la poursuite de l'activité économique en raison de l'absence de confinement, mais hausse en même temps le nombre de morts.

Conclusion

« La santé n'a pas de prix, mais a un coût ! », conclut Dr DIENG. Elle invite l'Afrique à s'appuyer sur son expérience des épidémies pour apporter une réponse collective à la crise du Covid-19 basée sur une approche communautaire et recommande fortement de :

- améliorer les systèmes de santé au profit des populations. Ce qui passe nécessairement par :
 - la formation soutenue des professionnels de santé ;
 - des infrastructures bien équipées et entretenues ;
 - un approvisionnement fiable en médicaments et en équipements de protection ;
 - des plans sanitaires solides et un financement adéquat ;
 - des politiques fondées sur la recherche de qualité.
- anticiper sur des protocoles de prévention et de contrôle des infections dans les établissements sanitaires ;
- mettre en place un système d'éthique et de gouvernance sanitaire ;
- développer la télémédecine pour permettre un accès universel aux soins sanitaires ;
- revenir à la santé primaire (prévention, bien-être, santé mentale, etc.) ;

16/04/2020

MONNAIE ET DETTE

Dr. Ndongo Samba Sylla

Les économistes orthodoxes conçoivent la monnaie comme une marchandise servant à faciliter les échanges. Il s'agit là d'un préjugé, maintes fois démenti par l'anthropologie et par la réalité des systèmes monétaires. La monnaie est avant tout une relation sociale. C'est aussi l'instrument d'un Etat tout comme la fiscalité. Les deux vont de pair.

Dans une récente tribune, Dr SYLLA alertait qu'« avec la pandémie du coronavirus, beaucoup de pays africains, qui se sont endettés en monnaie étrangère de manière déraisonnable, durant la décennie écoulée, se retrouvent dans une situation proche de l'insolvabilité. La chute drastique des prix de leurs produits d'exportation, couplée à la dépréciation de leur taux de change, les place dans une situation financière d'autant plus précaire que l'activité économique est partout au ralenti ».⁴

La souveraineté monétaire

La souveraineté monétaire se réfère à l'indépendance financière de l'Etat, c'est-à-dire la capacité de l'Etat à effectuer des dépenses dans sa propre devise sans contrainte intrinsèque. Elle suppose également la maîtrise par l'Etat des taux d'intérêt sur les obligations qu'elle émet dans sa propre monnaie. C'est pourquoi la véritable souveraineté politique n'est pas envisageable sans souveraineté monétaire. Un Etat qui aspire à être souverain sur le plan politique et économique doit nécessairement disposer de sa propre monnaie. Les Etats qui n'ont pas leur propre monnaie fonctionnent, sur le plan financier, comme une simple collectivité locale ou, pire, comme une colonie. Les collectivités locales et les colonies n'émettent pas leur propre monnaie. Elles dépendent des impôts et des taxes pour leur propre financement. Or, un Etat disposant de souveraineté monétaire ne peut jamais être limité pour ce qui est de sa dépense par les impôts et taxes qu'il collecte.

Ainsi, dans le contexte de Covid-19, alors que les pays riches, disposant de souveraineté monétaire, enjoignent leur banque centrale de créer les liquidités indispensables au financement de leurs dépenses publiques, les Etats-collectivités locales dépendent de revenus fiscaux qui doivent nécessairement décliner. Or, c'est justement dans cette dernière catégorie que se range le Sénégal. Sur le plan financier, le Sénégal, sans verser dans la provocation, a le statut d'une colonie. Il n'a pas sa propre monnaie. Et la monnaie qu'il utilise est gérée par la France qui détermine la politique monétaire.

Les politiques budgétaire et monétaire sont, somme toute, indissociables, puisque le pouvoir de taxer et d'imposer reste intrinsèquement lié à la capacité d'émettre de la monnaie.

La question de la dette

La question de l'annulation de la dette concerne les pays dont la souveraineté monétaire est limitée.

4. Cf. Ndongo Samba SYLLA, « Endettement en monnaie étrangère en temps de crise : une perte de souveraineté », Mediapart, 22 avril 2020, consulté le 23 mai. URL : <https://blogs.mediapart.fr/fanny-pigeaud/blog/210420/endettement-en-monnaie-etrangere-en-temps-de-crise-perte-de-souverainete>

Car les gouvernements qui émettent une monnaie souveraine ne s'endettent jamais en monnaie étrangère. Le Japon, avec un ratio dette publique/PIB de plus de 200 % ne peut jamais être insolvable puisque sa dette publique est libellée dans sa monnaie. Par contre, le Sénégal, avec un ratio dette publique/PIB de plus de 65% est un pays surendetté et proche de l'insolvabilité car cette dette est principalement libellée en monnaie étrangère. Cet exemple vient une fois de plus corroborer l'importance de la souveraineté monétaire.

En Afrique, la dette extérieure a souvent des répercussions dramatiques. Elle stimule généralement les fuites de capitaux. Selon Léonce Ndikumana et James Boyce, chaque dollar consacré au paiement de la dette en Afrique se traduit par une réduction de 29 centimes du budget de la santé. Autrement dit, pour chaque tranche de 140.000 dollars affecté par un Etat africain au paiement du service de la dette, c'est un enfant de plus qui meurt, soit une surmortalité infantile en Afrique de 77.000 enfants par an.

Afin de se doter de plus de marges de manœuvre budgétaire pour faire face au covid-19, certains africains ont émis le souhait de faire annuler leur dette extérieure. Un souhait, qui sera difficile à exaucer. En effet, depuis les années 2000, et surtout dans la foulée de la crise financière mondiale, beaucoup d'Etats dont le Sénégal se sont endettés auprès de créanciers privés.

Au regard du fait que les Etats africains se sont souvent endettés pour financer des projets inopportuns à la pertinence discutable, il est important de mettre en place des mécanismes de contrôle au-delà d'un contrôle parlementaire qui est généralement inefficace. Comme par exemple un Observatoire citoyen de la dette jouissant d'un pouvoir de contrôle a priori et a posteriori.

Quoi qu'il en soit, il faut souligner que la question récurrente de la dette extérieure est un symptôme de l'inadéquation du modèle de développement suivi par les pays africains.

Le Sénégal, depuis les indépendances, est dans une situation de déficit chronique de son solde commercial et ne peut, par conséquent, compter sur des excédents commerciaux pour honorer le service de la dette. D'où l'impératif d'attirer les Investissements Directs Etrangers (IDE) pour pouvoir bénéficier de rentrées de devises. Seulement, les IDE semblent causer davantage de difficultés qu'ils n'en résolvent, puisqu'ils entraînent des saignées financières sous la forme notamment des rapatriements de profits et des flux financiers illicites. Dans ces conditions, le Sénégal a souvent été obligé de contracter de nouvelles dettes pour rembourser les dettes passées. Ce profil financier est ce que l'on appelle, en jargon financier, le schéma de Ponzi.

Alternatives

L'alternative, pour Dr SYLLA, passe par une stratégie de déconnexion. Telle qu'elle a été avancée par Samir AMIN. La déconnexion est un juste milieu entre une intégration excessive dans la mondialisation d'une part et l'autarcie d'autre part. Elle consiste à pousser les pays du sud à s'émanciper des relations asymétriques du système mondial, notamment en privilégiant les intérêts des populations sur les demandes du système mondial.

Pour une déconnexion effective, il faut, **au niveau national** :

- un pouvoir de contrôle sur la rémunération de la force de travail ;
- une maîtrise de la centralisation du surplus qui n'est rien d'autre que la souveraineté monétaire ;
- une préférence nationale qui suppose l'éducation au consommer/produire/transformer local ainsi qu'un encadrement du secteur productif - les marchés nationaux devant prioritairement être réservés à la production nationale ;
- une souveraineté sur la gestion des ressources naturelles qui demande beaucoup de concertation au niveau régional/continental ;
- Réduire la dépendance technologique en renforçant les systèmes nationaux d'innovation à travers un encadrement étatique ;

Aux niveaux régional et continental :

- Plus d'intégration monétaire, la monnaie unique n'ayant de sens que dans le cadre d'une Afrique fédérale unie, au niveau régional ou continental. Mais, en attendant d'atteindre ce niveau d'intégration, il est possible de mettre sur pied un Fonds monétaire africain, où les différents pays pourraient déposer une partie de leurs réserves de change qui pourraient être utilisées pour financer des projets innovants sur le continent. On pourrait aussi envisager d'avoir une unité de compte commune et un système de paiements continental ;
- Des programmes communs d'autosuffisance énergétique et alimentaire qui semblent plus pertinents que la ZLEC ;
- Une politique commune de vente des matières premières pour ainsi pouvoir soutenir leur cours ;
- Une stratégie d'industrialisation concertée à l'échelle continentale dont la réalisation est impossible dans le cadre du libre-échange ;
- Une politique commune de gestion des investissements étrangers pour éliminer la concurrence entre pays africains ;
- Plus d'intégration au niveau infrastructurel et la mise en place de grandes entreprises panafricainistes qui assurent le transport des marchandises échangées entre les Africains, et entre l'Afrique et le reste du monde ;
- Une armée continentale et une meilleure représentativité des Africains au Conseil de Sécurité de l'ONU.

Au niveau multilatéral :

- L'annulation de la dette extérieure de l'Afrique dans le cadre préalable d'un audit citoyen de la dette.
- La réforme du système de gestion de l'insolvabilité souveraine.

20/04/2020

MEDIA ET DÉSINFORMATION DANS LE CONTEXTE DU COVID-19

Dr. Mamadou Ndiaye

La communication gouvernementale est surchargée de failles. Parmi les erreurs majeures notées, la plus flagrante se rapporte à la confusion souvent opérée entre communication et information. Ainsi, les media traditionnels, limités en termes d'audience et d'expertise par rapport à cette situation, se sont vus privilégiés au détriment des relais communautaires, ce qui explique le faible impact de la communication sur le changement comportemental des individus. A la démarche contradictoire des autorités qui piétinent sur les normes préventives qu'elles ont-elles-mêmes édictées, se couple une inadaptation des messages officiels la pandémie. Les questions pléthoriques légitimement posées restent souvent sans réponses, ce qui favorise la profusion de rumeurs, aggravant ainsi la situation d'infodémie qui sévit en même temps que le coronavirus.

Toutefois, ces dérives communicationnelles n'enlèvent en rien la transparence dont fait montre le ministère de la santé. Cette démarche transparente se traduit au quotidien par des points de presse, redondants et lassants mais de plus en plus précis, faisant état de l'évolution de la situation épidémiologique sur le territoire. Ces informations sont fortement relayées par les internautes. La mise en avant de la Directrice de la santé, dont la réputation n'est plus à refaire, est venue apporter une teinte genrée à la communication ministérielle. Ce qui constitue une touche positive.

Somme toute, la communication gouvernementale est essentiellement préventive et en cela, elle ne reflète aucunement l'extrême gravité de la situation. Mais faudrait-il tout de même reconnaître que des efforts d'amélioration dénotant la grande attention accordée aux critiques des citoyens sont fournis au quotidien par les responsables concernés.

Tel se donne à voir le tableau de la communication gouvernementale au Sénégal, dans ce contexte de Covid-19.

Sources et supports de la désinformation

La désinformation résulte d'un double processus : l'infox (fake-news) et la propagande qui renvoie à est une technique d'information consistant à propager à grande échelle des informations vraies ou fausses, mais toujours partiales, destinées à manipuler les esprits et les émotions afin d'étouffer les facultés de jugement et de raisonnement de leurs cibles.

La source de la désinformation est plurielle mais la visée reste la même : la sauvegarde d'intérêts. Elle peut être l'œuvre d'une institution, d'un groupe d'individus (parti politique, association, etc.), d'un homme politique, d'un gouvernement, ou encore d'un groupe de presse.

En ce qui concerne les supports, les média traditionnels, en termes de diffusion d'information, restent incontournables. Les blogs constituent également des espaces d'expression très prisés, à l'instar des sites web, et surtout les réseaux sociaux, dotés d'une grande habilité à rendre virale une information et ce, dans un temps record ; ce qui en fait des outils redoutables de désinformation.

Toutefois, il y'a lieu de distinguer la « désinformation » de la « mésinformation ». Dans le premier cas, l'altération de l'information obéit à une logique propagandiste, alors que dans le second cas, il s'agit généralement d'une méprise.

Les différentes formes de la désinformation

Selon la source ou la finalité, la désinformation peut revêtir différentes formes que ces trois cas pratiques suivants permettent concrètement de comprendre. Le premier cas met en exergue l'Etat et le gouvernement, diffusant des informations erronées dans le but de cacher la défaillance ou la faiblesse des moyens économiques et sanitaires (exemple du discours contradictoire sur le masque, le test massif, la contagiosité des enfants, le confinement, le transfert de dépouille, le bilan journalier, etc.).

Le deuxième cas concerne les individus et les groupes d'individus. Avant le discours de négation de la maladie, d'aucuns avaient forgé, dès l'apparition du virus, des théories du complot infondées mettant en cause certains Etats et quelques puissantes organisations, alors que d'autres se sont permis de préconiser des remèdes miracles comportant davantage de risques sanitaires que d'effets curatifs. Tout cela, ajouté à la fausse alerte relative aux essais cliniques qui seraient effectués sur les Africains, complique davantage la perception du Covid-19 par les individus.

Enfin, les médecins et les laboratoires pharmaceutiques, à travers le débat sur la méthodologie thérapeutique du Covid-19 (la remise en cause du protocole du Professeur RAOULT), ont aussi versé dans la désinformation. Pendant qu'on assiste, à Madagascar, à la sponsorisation d'un remède préventif et curatif par le pouvoir politique, en lieu et place des professionnels de la santé, ailleurs, une communication confirme faussement des hypothèses sur les effets de la nicotine sur le virus.

Les plateformes favorites : internet et réseaux sociaux

La résonance que les réseaux sociaux donnent à une information est liée à sa grande vitesse de circulation. Ce qui fait que la déformation est plus ostentatoire sur ces plateformes que sur les medias classiques.

Le contexte actuel étant fortement marqué par un « bonheur privé » qui se traduit par un détachement collectif, chacun développe à son niveau un réseau de partage d'informations pouvant jouir d'une grande audience. C'est ainsi que du jour au lendemain, des individus, jusque-là méconnus dans la vie réelle, bénéficient d'une grande notoriété virtuelle.

Conclusion

En définitive, le monde a fini d'inaugurer l'ère de la post-vérité.

Dans toutes les démocraties contemporaines, la vérité est attaquée de toute part par des lobbies

puissants aux intérêts inavoués et dont les stratégies visent principalement à priver les citoyens de toute liberté de penser et de développer leur propre schéma par rapport à leur existence. Cette situation est favorisée, d'une part, par la crise de confiance que traversent tous les pays du monde et d'autre part, par la radicalisation toxique et les querelles partisans constitutifs du climat politique. Le sensationnalisme médiatique, combiné à l'ouverture excessive des réseaux sociaux et au développement accru d'algorithmes programmés pour la viralité, est un facteur de déstabilisation de la quiétude sociale à la base des sociétés humaines.

Pour favoriser des comportements citoyens responsables face à la pandémie de la Covid-19, Dr NDIAYE recommande de :

- S'appuyer sur les media communautaires et les personnes ressources au niveau des terroirs pour relayer l'information en langue locale, avec des images accessibles aux populations ;
- A la communication de crise, associer une communication pour le changement comportemental ;

Il faut également :

- Adapter les messages à l'évolution de la situation épidémique ;
- Prêter attention aux questions des citoyens ;

27/04/2020

QUELLES LEÇONS TIRER DE LA CHINE DANS LA GESTION DE LA COVID-19 ?

Dr. Ibrahima Khalil NIANG

Depuis l'Antiquité, les épidémies survenues en Chine ont toujours été des corollaires de troubles politiques du fait de la perception chinoise assez particulière qui leur donne une connotation politique. Pour eux, en effet, il s'agit tout simplement d'une calamité divine destinée à sanctionner le peuple, une calamité révélatrice d'une mauvaise gestion des affaires publiques. Ainsi, au risque de perdre sa légitimité politique, le Prince chinois, investi du mandat céleste, doit mettre en œuvre toutes ses capacités managériales et déployer les gros moyens pour endiguer la crise.

Voilà un préalable à comprendre, d'après Dr Ibrahima Khalil NIANG.

Le management du SRASCOV-1 en Chine

Déjà en 2003, l'Empire du milieu vivait sa première crise épidémique liée au coronavirus (SRAS COV-1), une crise à l'issue de laquelle une mémoire épidémiologique s'y est fortement développée. C'est fort de cette expérience que la Chine d'aujourd'hui semble inébranlable face à la nouvelle irruption du coronavirus.

Ces deux crises, déclenchées par le même virus, ont eu des trajectoires différentes chez les Chinois. En effet, si la Chine a cette fois-ci notifié à l'OMS l'apparition du virus sur son territoire, pour ainsi permettre à la communauté internationale de bien se préparer en conséquence, elle avait manqué de le faire avec le SRAS COV-1.

Les mesures prises à l'époque par les autorités chinoises consistaient pour l'essentiel à fermer les lieux publics, mettre en place une surveillance rapprochée au niveau des quartiers, interdire l'accès et la sortie des campus universitaires et imposer le port du masque. Mais malgré ces initiatives de riposte, la pandémie n'avait pu être circonscrite dans son épiscentre et par conséquent, a circulé sur l'étendue du territoire. Ce qui avait conduit les provinciaux à se barricader contre les citoyens déguerpissant de la capitale fortement touchée. Parallèlement à l'approche centrale, des initiatives ont émergé un peu partout dans le pays.

Les mesures de riposte contre le Covid-19

L'existence du Covid-19 n'a été révélée à la Communauté internationale que six semaines après son apparition. Encore que l'information a été divulguée pour la première fois sur les réseaux sociaux, de manière apocryphe, en lieu et place des médias d'Etat. Cette nouvelle tentative de dissimulation du virus a induit un grand retard dans la gestion globale de la pandémie, même si les Chinois sont parvenus à la canaliser. Le secret de cette réussite réside en partie dans l'ethos du masque ancré dans la culture chinoise du reste très en avance sur les questions environnementales en raison de sa démographie explosive.

Le souvenir vivace de l'échec de la circonscription du SRAS COV-1, profondément gravé dans la mémoire épidémiologique chinoise, est ce qui a immédiatement inspiré la mise en quarantaine de la ville de Wuhan, berceau du Covid-19. L'efficacité de cette mesure dépendait sur la satisfaction des besoins des populations en nourriture. D'où la mise en place d'un système de ravitaillement de proximité assuré par des comités de quartiers dont le socle est le patriotisme.

Si le gouvernement chinois a réussi à gérer la crise avec la plus grande diligence, c'est surtout grâce à l'esprit de cohésion, la discipline, l'engagement volontaire et le sens élevé du respect de la décision politique de son peuple.

Les solutions chinoises conviendraient-elles aux Etats africains ?

Les contextes chinois et africain sont incomparables, tant l'écart économique et technologique est important.

Pour juguler la pandémie du Covid-19, la Chine s'est appuyée sur sa médecine traditionnelle, mais surtout sur la mobilisation des big data (données numériques). Cela s'est traduit par la mise au point d'un certain nombre d'outils technologiques, parmi lesquels l'application we chat. C'est une sorte d'intelligence artificielle qui a été activée pour permettre de tracer le virus afin de contrôler sa circulation. De plus, le système de logement, tel qu'il est conçu en Chine, offre une possibilité de contrôle et d'inspection assidus des mouvements des populations que le modèle d'habitat africain ne facilite pas. Les universités chinoises ont dès le départ fermé leurs portes à toute entrée ou sortie, confinant ainsi les personnes qu'elles abritaient. Partout en Chine, les quartiers sont bloqués et hautement surveillés. Cet exemple chinois de gestion qui a fini de prouver son efficacité est des plus inspirants. Mais les États africains gagneraient davantage à d'abord inventer leur propre modèle de riposte, adapté à leurs réalités socio-économiques, avant de s'inspirer de ce qui se fait sous d'autres cieux, de sorte à garder une certaine cohérence dans les orientations stratégiques.

Géopolitique internationale et perspectives

Un renversement de la narration est survenu dès lors que la Chine qui, à l'aube de la crise, cherchait à mobiliser la solidarité internationale, s'en est relevée de fort belle manière telle qu'elle s'est aujourd'hui investie d'une mission salvatrice pour toute l'humanité. En s'inscrivant dans cette dynamique, elle incarne un nouveau leadership qui défie et ébranle celui de l'Occident fortement affaibli par la pandémie (échec de l'UE, impuissance américaine).

Mais, les Chinois ont aussitôt résolu la problématique du Covid-19 qu'est survenue une autre plus intrigante : comment gérer le post-Covid-19 ?

Pour une gestion efficace du Covid-19, Dr NIANG recommande aux pays africains, de manière générale, et au Sénégal, en particulier, d'adopter une approche par le bas pour une surveillance effective de la circulation des populations locales. Ce qui passe nécessairement par l'exploitation des données numériques.

30/04/2020

EAU ET ASSAINISSEMENT RISQUES ET MESURES PRÉVENTIVES

Lansana Gagny SAKHO

La santé des populations est fortement dépendante de la qualité des services en eau potable, en assainissement et en hygiène de base. « Si l'eau est la vie, l'assainissement est la dignité », nous assure Monsieur SAKHO. Or, d'après l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à une source d'eau sûre et 2,6 milliards de personnes ne bénéficient pas de moyens d'assainissement satisfaisants.⁵ Ces inégalités liées à l'accès à l'eau et à l'assainissement sont davantage prononcées avec l'apparition de la Covid-19. La forte recommandation relative au lavage systématique des mains, premier geste barrière contre la maladie met en évidence la fonction plus que jamais essentielle de ces éléments.

Eau, assainissement et hygiène au centre de la crise Covid-19

Droits fondamentaux, l'eau et l'assainissement sont indissociables. La défaillance de l'assainissement résulte souvent de la faiblesse institutionnelle de l'eau. Ces deux choses, pourtant conditions de la vie humaine et de la santé, restent des problématiques majeures sur le continent africain, des problématiques prioritaires qui ne semblent véritablement pas préoccuper les décideurs. D'ailleurs, les maladies diarrhéiques, maladies essentiellement liées au problème d'accès à l'eau – même non potable – et d'assainissement, constituent la cause principale de la mortalité en Afrique.

Si le traitement de l'eau courante par osmose inverse permet de filtrer le virus, en revanche, les services de l'assainissement sont très limités en la matière. D'où la nécessité absolue de dégager des solutions de précaution. Sur le plan continental, des initiatives ont été amorcées par l'Association africaine de l'Eau dans le sens d'assurer la continuité de cette ressource indispensable en cette période de pandémie. Certains pays ont déjà décrété la gratuité totale ou partielle de l'eau pour leurs populations.

Comment assurer la continuité du service et juguler les risques pour les populations ?

La continuité des services publics de l'eau de l'assainissement implique d'abord la préservation et la protection des ressources humaines qui y évoluent. Cette réalité a bien été prise en compte par l'ONAS, rassure M. SAKHO.

Ensuite, les responsables de ces services doivent faire preuve de diligence, notamment en travaillant sérieusement sur la réduction des flaques d'eaux usées qui représentent des sources potentielles de propagation de la maladie. Conscient de cela, l'ONAS a déjà procédé à l'écurage des canaux, le terme des opérations pré-hivernales étant fixé à la date du 31 juillet de cette année.

5. OMS, « Eau et santé », URL : <https://www.who.int/globalchange/ecosystems/water/fr/>

L'urbanisation rapide oblige à trouver des solutions durables pour améliorer l'accès à l'eau

L'urbanisation est l'un des défis les plus urgents de notre pays. La pression de plus en plus forte sur le foncier et l'explosion démographique nécessitent des investissements immédiats que les bailleurs de fonds classiques ne peuvent satisfaire. Les populations rurales, de leur côté, éprouvant les mêmes besoins que les citadins, exigent la fourniture des mêmes services qui sont déployés en milieu urbain. A ce niveau, les autorités devraient privilégier le système d'assainissement autonome, à travers la construction de fosses septiques normalisées, sur l'assainissement collectif, afin de minimiser les investissements et contribuer à créer des emplois.

Après Covid-19 et perspectives

Cette crise sanitaire a porté un coup de frein à l'économie mondiale que les pays africains, majoritairement fragiles, peineront à supporter.

Des jours sombres se profilent à l'horizon d'une manière indubitable. Pour des lendemains meilleurs, les Africains doivent d'ores et déjà réfléchir sur la transformation de la structure économique. Pour l'heure, il leur faut absolument concentrer leur synergie, d'abord sur la consolidation des sous-ensembles, pour faciliter la convergence régionale.

Pour Monsieur SAKHO, la seule façon de lutter durablement contre la propagation du virus, c'est de mettre à la disposition des populations, et à proximité immédiate, de l'eau potable et d'insister sur les mesures d'hygiène. Outre cela, il recommande de :

- Etablir un équilibre entre les investissements en eau et les investissements en assainissement ;
- Mettre en place des stratégies et mobiliser une partie du budget en faveur de la fourniture de services d'eau, d'assainissement et d'hygiène à l'ensemble des Africains ;
- Réfléchir sur d'autres modèles de financement et transférer l'exploitation des services d'eau et d'assainissement au secteur privé pour résoudre de façon définitive les problèmes d'eau et d'assainissement ;
- Révolutionner le rapport des populations au bien public, une révolution qui passe par un travail de sensibilisation que l'Etat doit engager.

04/05/2020

QUEL TYPE DE LEADERSHIP EN TEMPS DE CRISE ?

Nabou FALL

« Notre peur la plus profonde n'est pas de ne pas être à la hauteur, notre peur la plus profonde est d'être puissant au-delà de toutes limites. C'est notre propre lumière, et non notre obscurité, qui nous effraie le plus. Nous nous posons la question... Qui suis-je, moi, pour être brillant, radieux, talentueux et merveilleux ? En fait, qui êtes-vous pour ne pas l'être ? Vous êtes un enfant de Dieu. Vous restreindre, vivre petit, ne rend pas service au monde. L'illumination n'est pas de vous rétrécir pour éviter d'insécuriser les autres. Nous sommes nés pour rendre manifeste la gloire de Dieu qui est en chacun de nous. Et au fur et à mesure que nous laissons briller notre propre lumière, nous donnons inconsciemment aux autres la permission de faire de même. En nous libérant de notre peur, notre puissance libère automatiquement les autres ».

En prélude de sa communication, Madame FALL nous gratifiait de ce poème puissant de l'inspirante Marianne WILLIAMSON.

Comprendre le leadership

Nabou FALL conçoit le leadership comme la capacité d'inspirer, d'influencer et d'impacter positivement dans le but de fédérer autour d'un objectif et d'une idée. Ainsi, dans ce contexte de crise, il se traduit par la façon dont chaque individu doit insister sur ces « trois i » pour se prémunir, se protéger et protéger sa communauté contre la pandémie.

Pour elle, les crises révèlent des leaders – à distinguer du chef. C'est dans ces circonstances, plus que dans d'autres, que se construisent et se déconstruisent le leadership. D'ailleurs, Nelson MANDELA, personnification parfaite du leadership, confessait dans son Long chemin vers la liberté : « je n'étais pas un messie, mais un homme ordinaire qui était devenu un leader en raison de circonstances extraordinaires ». Cette crise est donc un test de leadership qui s'impose à chaque individu puisqu'elle concerne l'humanité dans son ensemble.

Les plus grandes leçons de leadership et de stratégie ont été prodiguées par Nicolas MACHIAVEL et Sun TZU, dans leurs chefs d'œuvres, respectivement, Le Prince et L'art de la Guerre. Le leadership est pluriel ; il s'exprime sous différentes formes, parmi lesquelles le modèle du Général MACARTHUR qui déclinait le profil du vrai leader avec ces critères: l'autonomie, le courage de prendre des décisions difficiles, la compassion, l'écoute. Le vrai leader ne cherche pas à l'être mais le devient grâce à la qualité de ses actions et à l'intégrité de ses intentions.

Un bon leadership repose donc sur un certain nombre de compétences dont la maîtrise de la communication dans tous ses versants, le pouvoir d'influence, de motivation et soutien, le mentorat, le sens de l'éthique et de la responsabilité, la prise de décision, le management. Le leader se construit une vision et mène par exemplarité pour éclore d'autres leaders.

Les types de leadership

La définition du style de leadership requiert l'identification préalable du contexte de leadership qui varie en fonction de l'environnement. Ainsi, au leadership personnel qui se situe à la base, vient se superposer le leadership organisationnel, de personnes, de groupe, d'équipe. Mais, parmi tous les types de leadership, trois s'imposent en ces temps funestes : le leadership compatissant, le leadership positif et le leadership communautaire. Seule la combinaison de ces trois formules peut donner un style de leadership adapté au contexte actuel.

En Afrique, la dimension communautaire du leadership est très négligée dans le leadership gouvernemental, l'approche top-down étant privilégiée au détriment de celle du down-up. Ce qui exclut les populations à la base des stratégies de riposte. En cette période de crise, le vrai leader est celui qui comprend la situation, l'accepte et communique en toute clarté, concision et crédibilité.

La crise a par ailleurs révélé que partout dans le monde où l'expression féminine du leadership s'est déployée contre la Covid-19, la performance et l'efficacité ont été au rendez-vous.

Recommandations

Les élites africaines doivent rompre d'avec le mimétisme qui oriente aujourd'hui encore les décisions politiques et s'atteler à la construction d'un leadership fort. Pour cela, il faut :

- se réapproprier l'histoire pour contrôler le narratif. Ce qui passe par la maîtrise des media ;
- déconstruire le complexe d'infériorité et la fascination de l'Occident ;
- adopter un style de leadership adapté au contexte ;
- Encourager la créativité africaine et soutenir les solutions locales.

07/05/2020

L'URGENCE DE VALORISER LES PRODUITS LOCAUX

Chef Pierre THIAM

La restriction de la mobilité des personnes, des biens et des services (fermeture des frontières, confinement) imposée par la pandémie de la Covid-19 a donné un coup d'accélérateur à la tendance « consommer local », tout en suscitant une prise de conscience sur l'impératif de retourner aux sources locales de productions.

Et qui mieux que Chef Pierre THIAM, fervent défenseur de l'agriculture locale, pour nous entretenir de cette question cruciale ?

De la sécurité alimentaire et du changement climatique

La Covid-19 a fortement exacerbé les insuffisances des systèmes alimentaires. Le monde dans sa globalité est réellement menacé par une insécurité alimentaire et nutritionnelle. Cela est si vrai que le président TRUMP en est venu à décréter la réouverture de certaines industries de transformation alimentaire confinées par la crise, alors que son homologue russe interdisait les exportations de céréales afin d'éviter à son pays la pénurie. Si même ces économies réputées d'être coriaces ne sont pas épargnées, quel sort serait alors réservé aux nôtres que nous savons foncièrement dépendantes de l'importation de produits alimentaires ? A vrai dire, la précarité chronique, caractéristique de la situation des pays pauvres, n'en est que plus alarmante.

L'urgence de se résoudre à la consommation des produits locaux s'est fortement accentuée en cette période de crise. Elle l'est encore plus avec le phénomène du changement climatique, très réducteur de la productivité agricole et dont l'une des grandes causes reste la pollution dégagée par l'agriculture moderne (30% du gaz à effet de serre). Cette même agriculture qui abuse de 70% de l'eau potable de la planète pour ne produire que quatre variétés de produits (riz, maïs, blé, soja) parmi tant d'autres qui s'avèrent pourtant plus bénéfiques pour la santé et l'environnement. Une grande variété de ces produits pousse d'ailleurs sur le sol africain (fonio, mil, etc.).

Pour mettre un terme à la dépendance alimentaire, les systèmes agricoles africains ont impérieusement besoin d'être revisités, dans le sens d'encourager la production et la transformation de ces produits locaux dont les vertus nutritives ne sont plus à prouver. Le développement de cette agriculture qui ne nécessite une grande exploitation d'eau constitue la solution ultime au sous-développement, non seulement parce qu'elle permettrait d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, mais encore elle renforcerait les exportations du continent en produits alimentaires de qualité et contribuerait, par-là, à la diversification du régime mondial.

La nécessité de soutenir l'agriculture locale

Soutenir l'agriculture locale, c'est d'abord se démarquer du système agricole moderne dit « big agri ».

C'est un système qui repose essentiellement sur la surexploitation des terres, une surexploitation qui se traduit par l'utilisation en grande quantité d'intrants chimiques et d'eau potable. Un autre obstacle à l'essor de l'agriculture locale se rapporte au complexe africain vis-à-vis de l'Occident, profondément enclavé, s'étendant jusqu'au domaine de l'alimentation. Les Sénégalais, par exemple, n'ont toujours pas réussi à se départir des habitudes alimentaires peu commodes autrefois imposées par le système colonial et ayant largement contribué à la dévalorisation des systèmes alimentaires traditionnels. D'où la nécessité d'un changement paradigmatique en faveur d'une relocalisation de la consommation alimentaire. Ce qui suppose un renouveau du régime traditionnel ouest-africain, d'autant qu'il est aujourd'hui reconnu par la communauté nutritionniste comme étant le plus équilibré au monde.

En ce qu'elle concentre 60% des terres arables, l'Afrique pourrait constituer le grenier du monde. Mais, cette destinée ne s'accomplira pas de sitôt, puisque beaucoup d'Etats africains dirigés par une élite corrompue ont engagé des politiques de cession de leurs terres agricoles à des investisseurs et entités étrangers. Ainsi, de plus en plus, les petits exploitants agricoles se voient dépossédés de leurs terres au profit d'industriels et d'opérateurs économiques, sous l'indifférence totale de l'Etat. Le même scénario se produit sur les carrières, les mines et les forêts africaines.

La création de valeur pour les produits alimentaires

Le marché alimentaire est envahi par les produits extérieurs qui risquent d'engloutir la production locale, si elle n'est pas compétitive. C'est ce qui justifie l'impératif de la création d'une chaîne de valeur pour non seulement améliorer sa compétitivité, mais encore mieux supporter l'agriculture locale. Les agriculteurs à la base gagneraient donc à s'approprier cette idée innovatrice que les dirigeants devraient encourager, dans la mesure où elle contribuerait considérablement à réduire les importations de produits alimentaires et par ricochet, le déficit de la balance commerciale.

De plus, les produits locaux, du fait de leur grande valeur nutritive, ne seraient que bien accueillis par le reste du monde. Favorables à une consommation responsable, ils constitueraient une arme fatale dans la guerre contre la « malbouffe », première cause de mortalité dans le monde.

Le fonio

Cultivée depuis des millénaires en Afrique de l'Ouest, le fonio est l'une des céréales les plus rapides et faciles à faire pousser, tant et si bien qu'on le surnomme « la céréale du paysan paresseux ». Ses racines profondes permettent une régénération du sol pauvre et aride sur lequel il pousse. Outre ses qualités gustatives et diététiques, le fonio regorge de bienfaits nutritionnels. Très versatile et digeste, cette céréale est très appréciée par Chef THIAM qui lui a même consacré un ouvrage. Le produit phare de sa chaîne, Yolélé, est d'ailleurs le Yolélé fonio, leader des céréales dans Whole Foods.

Recommandations

Les principales recommandations formulées par Chef THIAM sont :

- la création d'institutions pour soutenir l'entrepreneuriat dans le consommateur local ;
- aux jeunes entrepreneurs, construire une vision, y croire et travailler sur la qualité et le marketing des produits, de sorte à les rendre compétitifs sur les marchés intérieurs et extérieurs ;
- l'introduction des produits locaux dans tous les circuits de distribution afin de les rendre disponibles et accessibles à tous ;
- la production à l'échelle industrielle du fonio qui conduirait inéluctablement à la transformation économique de beaucoup de sociétés africaines ;
- la codification des recettes traditionnelles pour assurer leur transmission aux générations à venir ;
- plus d'exigence de la part des consommateurs.

11/05/2020

COVID-19 : QUELLES CONSEQUENCES SUR LES INÉGALITÉS DE GENRE AU SENEGAL ?

Dr. Selly BA

Si la Covid-19 afflige l'humanité toute entière, sans distinction de race, de sexe, de rang ou de catégorie sociale, son apparition a fortement prononcé les inégalités à tous les niveaux de la société. Parmi les clivages les plus accentués, le genre. En effet, les impacts sanitaires et socio-économiques de la pandémie affecteraient davantage les femmes que les hommes.

La situation sociale de la Covid-19 sur les genres au Sénégal

Le rôle de genre ou le statut social, tel que défini par la société, expose les individus à des degrés divers. Dans le secteur sanitaire, par exemple, les femmes représentent 53% de l'effectif global du personnel. Ce qui les expose davantage aux risques par rapport à leurs homologues masculins, aussi bien dans le milieu professionnel que dans les ménages et foyers dans la mesure où elles en constituent le socle.

Depuis le 16 mars 2020, date d'annonce de la fermeture des garderies, écoles et universités, de nouveaux obstacles sont venus réduire les opportunités pour les femmes de tenir des postes rémunérés. Même dans le secteur informel où elles sont majoritaires, elles occupent les emplois les plus précaires. Leurs revenus sont tellement affaiblis que le niveau de vie des foyers s'en ressent. Sans oublier que l'essentiel des travailleurs domestiques est constitué de femmes, ce qui aggrave la précarité de leur situation.

Cette pandémie risque de saper les efforts tant déployés par certains pays comme le nôtre pour l'égalité des sexes, question centrale des objectifs de développement durable.

L'inégalité des genres, un problème profond

L'égalité entre les sexes est une question très ancienne qui remonte à l'antiquité. Elle a suscité de longues luttes, des discussions houleuses, mais surtout de consécration, tant dans l'islam que dans les cultures endogènes. Pour illustrer cela, des références religieuses et locales s'enchaînent à profusion.

L'inégalité des genres n'est donc pas qu'une question sociale, elle est aussi morale.

Par ailleurs, au-delà des considérations juridiques – droits de l'homme –, l'égalité participation des hommes et des femmes à l'activité économique d'un pays propulse considérablement sa croissance économique, si bien que le PIB mondial augmenterait de 26%, soit 28 milliards de dollars. Les décideurs gagneraient davantage à mettre en évidence cet aspect économique dans leur politique du genre, quoi que les textes soient déjà en faveur d'une égalité homme-femme.

Conclusion

Pour Dr BA, il est impossible de penser le développement économique sans l'égalité entre les genres. Les décideurs devraient améliorer l'accès des femmes aux ressources et aux services et prendre des mesures concrètes pour accompagner le dispositif juridique déjà en place afin de rendre effective l'égalité des sexes.

14/05/2020

WEBINAIRE SPECIAL LE POINT SUR LA GESTION DE LA COVID-19

Après une douzaine de webinaires bihebdomadaires, trois conférenciers parmi les douze qui ont animé cette première série se sont réunis, avec une invitée parlementaire, pour faire le point sur la gestion des impacts de la Covid-19 et penser le post-Covid-19. Cette édition spéciale accueillait ainsi Elimane Haby KANE, Khadim Bamba DIAGNE, Mbathio DIENG et l'Honorable députée Marième Soda NDIAYE, benjamine de l'Assemblée nationale et du reste militante engagée en faveur de l'équité et de la justice sociale.

Les leçons apprises sur la gestion de la Covid-19

La flexibilité dernièrement observée dans la démarche des autorités politiques dans la gestion de la pandémie trahit un renoncement, voire une résignation face à la ténacité du coronavirus et invite en même temps à réfléchir sur la pertinence de la loi d'habilitation adoptée à l'Assemblée nationale à l'aube de la crise. Pour Marième Soda NDIAYE, l'exceptionnalité des mesures déployées au tout début de la pandémie se justifie par l'urgence de la situation. A son avis, le débat que permet la Covid-19 serait une occasion de repenser le fonctionnement interne de l'Assemblée nationale dont les décisions ne reflètent pas toujours la volonté du peuple. Ce que l'Hémicycle a surtout retenu de cette pandémie, c'est l'impératif de revoir à la hausse le budget affecté au secteur sanitaire.

En matière de transparence et de redevabilité, socles de la bonne gouvernance, l'approche participative tant exaltée par le Chef de l'Etat tarde à s'affirmer, nous fait constater Elimane KANE. Ainsi, le Comité de pilotage dont l'annonce de la création avait suscité une vague d'euphorie chez plus d'un ne verra finalement pas le jour. Les Sénégalais devraient juste se contenter d'un Comité de suivi de l'action du gouvernement qui demeure centralisé au niveau de l'exécutif. Le rapport sur la gestion des fonds attendu de cet organe sera exclusivement adressé au Président de la République et par conséquent, inaccessible pour le public. Ce qui interdit dès lors tout contrôle citoyen. Ce défaut notoire de transparence d'un gouvernement démissionnaire est ce qui pousse Monsieur KANE à affirmer l'existence d'une asymétrie entre la concentration des moyens et pouvoirs au niveau de l'exécutif et le transfert brutal de responsabilités aux citoyens. L'échec de la stratégie gouvernementale de gestion de cette crise résulte, selon lui, du mimétisme décisionnel déconnecté des réalités socio-économiques des Sénégalais et d'une absence de communication sociale entravant une compréhension citoyenne partagée des défis, risques et enjeux de la Covid-19.

La décision politique d'alléger les mesures de restriction semble conforter Khadim Bamba DIAGNE dans sa posture contre la stratégie de confinement, du fait de la vulnérabilité des populations qui se couple à la précarité de l'économie. En réalité, cette crise a fini de révéler l'échec de l'élite dirigeante à tous les niveaux de la gestion de la chose publique. Elle a tout simplement failli dans l'investissement du capital humain.

Cet assouplissement, déplore Mbathio DIENG, n'est que le début d'un processus de déconfinement déclenché de façon brusque sans aucune évaluation scientifique préalable des mesures jusque-ici appliquées sur les populations. Le bon sens voudrait, avant d'amorcer une telle action, qu'il soit noté une réduction du taux de contagion du virus et une amélioration de la situation sanitaire. Or, tel n'est pas encore le cas au Sénégal. Plutôt que de rassurer les Sénégalais, cette décision n'a fait qu'amplifier la psychose déjà bien installée depuis le début de la crise. La communication politique, infertile et dénuée de franchise quant aux mystères non encore percés du coronavirus, au lieu d'insister sur la conscientisation et la responsabilisation citoyenne, s'est voulue culpabilisante du peuple pourtant jusque-là exemplaire. La stratégie de la prise en charge extra hospitalière des cas asymptomatiques, déployée après même que les hôpitaux soient au bord de la rupture, aurait dû se situer en amont, étant donné que les mesures les plus efficaces pour juguler cette épidémie demeurent l'isolement et le traçage des cas contacts.

La cohabitation avec le virus édictée par le Chef de l'Etat interpelle non seulement la capacité d'adaptation et de créativité sociale des individus, mais surtout la responsabilité individuelle. Elle implique systématiquement le respect strict des mesures barrières et la protection des groupes vulnérables.

Quelles orientations pour le futur ?

Notre niveau de résilience face à cette crise sera déterminant de nos comportements futurs qui devraient du reste s'articuler davantage sur la responsabilité individuelle au sein de la communauté. Des dynamiques soutenues de solidarité sociale aux innovations fécondes des Sénégalais, cette crise aura le mérite de mettre à nu un potentiel abyssal de créativité et d'adaptation citoyenne qu'il faudrait éclore et transformer en une stratégie éducative populaire. Cette conscience devrait être diffusée jusqu'aux recoins du pays et aboutir à un formatage d'un nouveau type de citoyenneté favorable à une société inclusive, bâtie sur un système d'intégrité et d'éthique, plus durable et plus respectueuse de l'écosystème et de l'environnement.

Penser le post-Covid-19, c'est réfléchir sur un nouveau paradigme propice à la refondation de la République sur la base d'un nouveau type de contrat social qui intégrerait les préoccupations et les aspirations profondes des citoyens sénégalais. Cette ère nouvelle devrait également catapulter la transformation structurelle des politiques publiques, pour qu'émerge une société du savoir et d'expertise autonome, absolument souveraine sur le plan scientifique comme sur tous les autres.

Pour être plus que des témoins de ces nouvelles configurations géopolitiques du monde, l'Afrique doit saisir cette opportunité inouïe d'engager une dynamique de collaboration et de concertation politique au niveau fédéral, pour apporter des réponses cohérentes aux préoccupations communes et partagées de tous les Africains.

II. BIOGRAPHIES

BIO



Elimane Haby KANE

Psycho-sociologue, manager

Elimane Haby KANE est diplômé en Sciences sociales (sociologie - psychologie) et en management. Il est aussi titulaire de plusieurs certificats spécialisés en Développement International (Gestion de processus multi-acteurs et Apprentissage social – Centre de Développement International - Wageningen, UR), Leadership et développement durable (LEAD International), Droits humains (PIDFH – Equitas- Canada).

Elimane est Senior Atlantic fellow for Social and Economic Equity, un programme commun de l'Institut International des Inégalités du London School of Economics and Political Science(LSE) et de Cape Town University.

Elimane a servi pendant quelques années comme administrateur d'établissements scolaire et universitaire, et comme consultant international pour le compte de Transparence International et du PNUD (Formation des jeunes et des OSC anti-corruption en Côte d'Ivoire et Mauritanie) et la Banque mondiale (Programme gouvernance Economique-Secteur privé), dans le domaine de la lutte contre la corruption et la gouvernance publique et privée.

Monsieur Kane a aussi publié plusieurs articles sur la gestion des ressources humaines, la lutte contre la corruption, la question des valeurs, l'engagement citoyen et la redevabilité...la gouvernance des ressources naturelles et divers autres articles d'actualité sur un blog : <http://elimanehkane.seneweb.com/>

Militant engagé pour la citoyenneté active et la justice économique et sociale depuis le lycée, il a été chargé de programme, ensuite directeur exécutif du Forum civil, section sénégalaise de Transparency International, où il a coordonné plusieurs programmes dans le domaine de la gouvernance, de la lutte contre la corruption, de l'éducation à la citoyenneté active,... Il est aussi administrateur-fondateur de l'institut supérieur panafricain de formation ISAF-Kangforé qu'il a dirigé de 2009 à 2011. Pendant la même période, il a été conférencier – invité au Master de droit Comparé et au Centre du droit Economique de l'université Paul-Cézanne d'Aix –en-Provence. Engagé pour le progrès multisectoriel dans une Afrique unie, il est actif dans la recherche sur les questions des Inégalités économiques et sociales, de Refondation politique et la construction d'un projet souverain et fédéral pour l'Afrique. A cet effet, il a été précurseur de l'initiative LEGS-Africa (Leadership, Ethique, Gouvernance, Stratégies pour l'Afrique). Il est également contributeur au Rapport Alternatif sur l'Afrique (RASA).

 @ElimaneH

BIO



Dr Khadim Bamba DIAGNE

Economiste

Docteur en Sciences économiques, **Khadim Bamba DIAGNE** est un enseignant chercheur à l'Université Cheikh Anta DIOP (UCAD) de Dakar et un consultant international en Monnaie-Banque. Il est le directeur scientifique du Laboratoire de Recherches économiques et monétaires (LAREM).

Parmi ses récentes publications scientifiques :

- Mai 2020: article publié à The Conversation: « L'épineuse question de la dette privée des pays africains dans le contexte du Covid-19 » (Ahmadou Aly Mbaye, Babacar Séné, Cheikh Ahmed Bamba Diagne)
- Mai 2020: article publié à The Conversation: « Sauver l'économie informelle face au Covid-19 en Afrique de l'Ouest » (Ahmadou Aly Mbaye, Cheikh Ahmed Bamba Diagne)
- Avril 2020: article publié à E-Media: « le Restez chez Vous ralentit la production nationale » (Dr Khadim Ngom, Dr Adama Ba Faye, Dr Alboury Ndiaye, Dr Cheikh Ahmed Bamba Diagne)
- Juillet 2019: article publié à The Conversation: « Why abandoning the CFA Franc would be a risky operation »
- Mai 2018: article publié à la revue The ESCA Academy, Dakar-Sénégal « Gestion de risque et financement de l'économie: essai d'évaluation avec un modèle d'alerte précoce de difficultés bancaires ».

 @Khadimbamba44

BIO



Pr Abdoulaye SAKHO

Juriste

Abdoulaye SAKHO est Professeur Agrégé de Droit Privé, spécialiste du Droit Economique et premier Directeur de l'Ecole Doctorale « Sciences Juridiques, Politiques, Économiques et de Gestion » (EDJPEG) de l'Université Cheikh Anta Diop

Il est l'un des plus grands spécialistes africains de la Régulation. Rédacteur des Actes additionnels de la CEDEAO sur les télécommunications. Il est le Directeur fondateur du master droit de la Régulation et du Master droit du sport et l'actuel Vice-Président du Comité d'homologation des Normes de l'Ordre National des Experts Comptables et Comptable Agrégés. Il est aussi Administrateur et membre Fondateur de l'Institut Sénégalais des Administrateurs (ISA), Administrateur et membre fondateur du Consortium pour la Recherche Economique et Sociales (CRES) et a été Membre du Comité Éthique de la Recherche de l'UCAD.

Outre ses fonctions dans l'enseignement universitaire, il est le fondateur du premier forum de la régulation en Afrique de l'Ouest et membre fondateur du Forum Civil (section sénégalaise de Transparency International). Collabore à plusieurs éditions scientifiques dont la Revue Internationale de Droit Economique (RIDE) et la Revue Lamy de la Concurrence (une publication du groupe Wolters Kluwer) dont il a signé l'éditorial du numéro 41 (Octobre/Décembre 2014) sur le thème de la « Régulation en Afrique », dans le numéro 40, un article intitulé « Libertés et contraintes dans la réglementation du marché des télécommunications en Afrique de l'Ouest : exemple du marché sénégalais » et, dans le numéro 45 (Octobre/Décembre 2015), un article intitulé « Quelle réglementation pour une révolution venue d'Afrique : les services financiers par téléphone mobile ».

Le Professeur Sakho est cofondateur du laboratoire de droit rural qui a contribué à la mise en place du code forestier du Sénégal. Il a participé régulièrement aux réunions du groupe de réflexion initié par la Banque Mondiale sur le PSE et particulièrement l'agriculture.

Il a démarré plusieurs institutions liées à la gouvernance publique : Premier Président du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes, premier Vice-Président de la Commission Nationale de la Concurrence, parmi les premiers membres de l'organe de lutte contre la corruption, le professeur Sakho a dirigé et continue de diriger de nombreuses thèses dans diverses branches du droit notamment en régulation et compliance, santé, sport, affaires, économique.

 @profasakho

BIO



Dr Cheikh Tidiane DIEYE

Sociologue du Développement

Cheikh Tidiane DIEYE est titulaire d'une Maîtrise en Sociologie du Développement à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal) et d'un Diplôme d'Etudes Supérieur suivi d'un Doctorat en Etudes du Développement obtenus à l'Institut des Hautes Etudes Internationales et du Développement (IHEID) de Genève en Suisse. Après avoir démarré sa carrière au Centre International pour le Commerce et le Développement (ICTSD) à Genève, il rejoint l'ONG internationale Enda Tiers Monde à Dakar en 2002. Dix ans plus tard, il fonda le Centre africain pour le commerce, l'Intégration et le Développement (CACID), un Centre de ressources et d'expertise dont il est le Directeur exécutif.

Cheikh Tidiane DIEYE est Directeur de cours à l'Institut des Nations-Unies pour le Développement Economique et la Planification (IDEP) et enseigne dans de nombreuses universités africaines, notamment à (UCAD); à l'Université Assane Seck de Ziguinchor; à l'Université Felix Houphouet Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire); au TRAPCA à Arusha (Tanzanie). Il est aussi Conférencier invité à l'École d'été de l'Université du Québec à Montréal.

Membre de plusieurs comités techniques de la CEDEAO, notamment le Comité régional de négociation de l'Accord de Partenariat économique (APE), la Task Force régionale sur le schéma de libéralisation des échanges et le Comité scientifique de l'Institut de l'Afrique de l'Ouest, Dr DIEYE est aussi consultant Senior et expert pour de nombreuses institutions internationales dont: la BAD, la CEA, l'Union Africaine (UA); le CCI; la CNUCED ; l'OIF, l'OMC; l'UNITAR etc. Il jouit d'une expertise reconnue dans le domaine du commerce et des négociations internationales (OMC, APE ZLECAf, etc.), l'intégration régionale, la coopération internationale, les relations Nord-Sud et Sud-Sud, UE-ACP, le développement durable, la gouvernance, etc.

Il a dirigé de nombreux travaux de recherche et est l'auteur de plusieurs dizaines d'articles et d'ouvrages. Ses domaines de compétence couvrent aussi les questions de gouvernance et de redevabilité. Il est à ce titre l'auteur d'un ouvrage sur « la corruption bureaucratique au Sénégal » paru en 2019.

Militant engagé et acteur politique indépendant, il a été membre du Conseil d'administration du Forum civil pendant 10 ans, Vice-président et co-rapporteur de la Commission "Valeurs, éthique et questions sociétales" des Assises Nationales (2008-2009), Co-coordonnateur du Secrétariat du M23 (2011-2012) et Membre fondateur de la Plateforme Politique AVENIR Senegal Bi Nu begg dont il est le coordonnateur national depuis 2018.

 @cheikhtdieye

BIO



Dr Mbathio DIENG

Experte en Santé Publique

Dr Mbathio DIENG est épidémiologiste et experte en sante publique. Elle est diplômée de la faculté de Médecine (Sydney Medical School) de l'université de Sydney en Australie. Depuis 2016, Dr Mbathio Dieng est chercheuse au sein du National Health and Medical Research CTC (Sydney Australie). Elle a un parcours à la fois scientifique et stratégique.

Disposant d'une expérience de plus 12 ans en essais cliniques, surveillance épidémiologique, épidémiologies des cancers et maladies chroniques, économie de la sante et renforcement des systèmes de santé, Dr Mbathio Dieng croit fermement que la prévention à travers la sensibilisation, l'accès à temps aux soins, l'amélioration de la coordination des soins constituent trois leviers majeurs pour améliorer la santé des populations.

Elle a fondé depuis 2017 l'organisation de santé solidaire Agora basée à Saint-Louis afin d'améliorer l'accès aux soins de base pour les communautés.

 @drmbathioDieng

BIO



Ndongo Samba SYLLA

Economiste

Dr Ndongo Samba SYLLA est un économiste sénégalais du développement. Il est actuellement responsable de recherche et de programmes au bureau Afrique de l'Ouest de la Fondation Rosa Luxemburg (Dakar). Il a été quatre fois champion du monde de Scrabble francophone. Auteur et éditeur de nombreux ouvrages, ses publications couvrent des sujets tels que le commerce équitable, les marchés du travail dans les pays en développement, les mouvements sociaux, la théorie démocratique, la souveraineté économique et monétaire. Ses travaux ont été cités dans la presse internationale, notamment dans *The Economist*, *New York Times*, *The Guardian*, etc.

Parmi ses récents ouvrages :

- (avec Fanny Pigeaud) *L'arme invisible de la Françafrique. Une histoire du franc CFA* (La Découverte, Paris, 2020). Traduit en italien. A paraître en anglais et en mandarin.
- *La Démocratie contre la République. L'autre histoire du gouvernement du peuple* (L'Harmattan, Paris, 2015).
- *Le scandale commerce équitable. Le marketing de la pauvreté au service des riches*, L'Harmattan, Paris, 2013 (traduit en anglais sous le titre : *The Fair Trade Scandal. Marketing Poverty to Benefit the Rich*, Pluto Press & Ohio University Press).

Parmi les ouvrages collectifs qu'il a dirigés :

- *Les mouvements sociaux en Afrique de l'Ouest. Entre les ravages du libéralisme économique et la promesse du libéralisme politique* (L'Harmattan, Paris, 2014).
- *Redécouvrir Sankara. Martyr de la liberté* (Exchange & Dialogue, 2012).

 @nssylla

BIO



Dr. Mamadou NDIAYE

Enseignant-chercheur en Sciences de l'Information et de la Communication

M. Mamadou NDIAYE est docteur en Sciences de l'Information et de la Communication, enseignant-chercheur à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et directeur des études du CESTI, école de formation en journalisme.

M. Ndiaye mène des recherches en sciences de l'information, sur les questions liées au multimédia, au web-journalisme et à la communication. Il est l'auteur de plusieurs articles, communications ou publications sur le journalisme et la communication.

BIO



Dr. Ibrahima Khalil NIANG

Sociologue

Dr Ibrahima Niang Xalil est sociologue du développement et des relations internationales. Il est actuellement fondateur et directeur exécutif de l'Institut des Etudes Africaines et Asiatiques au Sahel. Enseignant chercheur en sciences sociales et du management à l'Université de Dakar et dans les Instituts privés de formation.

Ses recherches portent sur les relations entre la Chine et l'Afrique avec de multiples séjours en Chine, où il a été titulaire d'un Certificat en Développement Economique auprès de l'Académie Chinoise des Sciences Sociales et visiting reasercher à l'Université du Peuple de Chine sous la direction de Wen Tiejun.

Auteur et coauteur de plusieurs articles et rapports scientifiques sur les migrations, les mouvements sociaux, la gouvernance rurale et foncière, l'enseignement supérieur et les conflits dans le Sahel. Il est connu pour être le premier chercheur sénégalais à avoir fait une thèse sur les relations entre le Sénégal et la Chine. Bi-lauréat des subventions pour la rédaction de mémoire et thèse, Catalyst Fellow de l'Université de Edinburgh en 2019.

Ses récentes publications

- Cartographie des entreprises chinoises au Sénégal (2020) avec la Fondation Rosalux
- Niang I., 2016. "L'Afrique a-t-elle un agenda face aux pays émergents ?", in Reconnexion de l'Afrique à l'économie mondiale. Défis de la mondialisation, sous la direction de Abdelali Naciri Bensaghir, Codesria
- Niang I., 2016. « La politique africaine de la Chine entre optimisme et méfiance, construire l'agenda africain ? in La présence chinoise en Afrique francophone, sous la direction de Olivier Mbabia et François Wassouni, n ° 1, Paris, ISBN : 979 10 90 854 215, Monde Global Editions Nouvelles, Collection Essais/ Sociologie, pp.270-291.
- Niang I., (2014) Cultures urbaines et engagements citoyens: le mouvement hip hop à l'assaut de la « démocratie des lettres» La Lettre du Citoyen, revue du mouvement citoyen, Fondation Konrad Adenauer.

 @NiangXalil

BIO



Lansana Gagny SAKHO

Directeur Général ONAS

Lansana SAKHO est titulaire d'un MBA de l'université du Québec à Montréal, d'un Diplôme d'Ingénieur de l'École Supérieure Polytechnique de Dakar, d'une Certification en Gestion des Entreprises (option finances) du Centre Africain d'Études Supérieures en Gestion (CESAG), d'une Certification en gestion des projets.

Lansana SAKHO a près d'une vingtaine d'années d'expérience dans le secteur privé avec une spécialité dans le conseil, la gestion centre de profil, l'optimisation de Business Unit dans des multinationales leader dans leur domaine d'activités (Coca-Cola Company, Colgate Palmolive, Sc Johnson Ltd...). Il a également exercé le métier de consultant international dans le domaine du renforcement de capacités des entreprises & de la formulation de programme d'appui au secteur privé et aux Etats.

Lansana Sakho est consultant certifié du Centre du Commerce International (CCI) et de la Confédération Africaine pour le Commerce Equitable (WFTO Africa). En octobre 2014, Lansana Gagny SAKHO a intégré l'administration publique sénégalaise, il a mis en place l'Office des Forages Ruraux (OFOR) et mené avec succès la première réforme de l'hydraulique rurale pour le gouvernement du Sénégal. En octobre 2017 Il a rejoint l'Office National de l'Assainissement du Sénégal en qualité de Directeur Général.

Lansana Gagny SAKHO est professeur associé au Centre Africain d'Études Supérieures en Gestion (CESAG), Président des Alumnis de L'École Supérieur Polytechnique (ESP) du Sénégal, Représentant résident du Centre Africain d'Intelligence Économique, (CAVIE), Vice-Président de l'Association Africaine de l'Eau pour l'Afrique de l'OUEST.

 @LansanaGagny

BIO



Nabou FALL

Directrice de VIZEO

Nabou FALL est Directrice Générale de Vizeo depuis 2007. Vizeo une agence qui accompagne de grandes entreprises dans leur stratégie de communication et de relations publiques en Afrique et qui compte parmi ses clients First Bank Nigeria, Western Union, UBA où CANAL + entre autres.

Au début de sa carrière, elle a été membre du comité de direction - en tant que Directeur Marketing et Commercial, Directeur Général Adjoint et Directeur Général- de plusieurs compagnies de télécommunications pendant une quinzaine d'année notamment MTN en Côte d'Ivoire et en République du Congo ainsi que 2XTCOM filiale de Vodacom en RDC.

Nabou Fall est une oratrice de talent et a participé au Tedx Grand Bassam et au Tedx Bamako. Coach exécutive et de développement personnel certifié, elle a formé près de 1000 personnes en Côte-d'Ivoire, au Mali, au Gabon, au Bénin, au Burkina, au Niger,... dans le cadre de l'association Wimnet dont l'objectif est de contribuer au renforcement des capacités en Marketing et entrepreneuriat des jeunes et des femmes entrepreneurs et à l'Ispric Bamako aux classes de licences et Masters et est membre du jury/mentor du Marathon du Sahel.

Elle est aussi un auteur publié qui collabore avec de nombreux magazine et journaux panafricains du fait de son engagement à l'amélioration de la condition des jeunes et des femmes Africaines. Mentor et membre d'honneur de l'association Actives en Côte-d'Ivoire, Elle est aussi depuis Septembre 2018 la Présidente du Women Investment Club en Côte-d'Ivoire, ainsi que la cofondatrice d'un incubateur dédié aux jeunes et aux femmes entrepreneurs, i-Hub Abidjan.

Diplômée en Génie Informatique option systèmes et réseaux de communication de l'Ecole Supérieur de Génie Informatique de Paris, Nabou Fall est aussi titulaire d'un master en finance et organisation des entreprises de l'ISG Paris ainsi qu'un certificat en leadership féminin de Harvard Business School.

 @Naboufall

BIO



Chef Pierre THIAM

Chef Cuisinier

Pierre THIAM est un chef, un auteur et un activiste social surtout connu pour avoir fait connaître la cuisine ouest-africaine au monde de la gastronomie mondiale. Il est le chef exécutif du restaurant Nok by Alara à Lagos, au Nigeria, qui a été primé, et le chef "signature" de l'hôtel Pullman cinq étoiles de Dakar, au Sénégal. Il est également le chef exécutif et copropriétaire de Teranga, une chaîne de restauration rapide et décontractée de New York. Sa société, Yolélé Foods, défend les intérêts des petits exploitants agricoles du Sahel en ouvrant de nouveaux marchés pour les produits cultivés en Afrique. Son produit phare, Yolélé Fonio, est présent dans Whole Foods, Amazon et d'autres détaillants à travers l'Amérique.

Né et élevé à Dakar, au Sénégal, le style de cuisine de Thiam est à la fois moderne et éclectique, enraciné dans les riches traditions culinaires de l'Afrique de l'Ouest. Son dernier livre de cuisine, *The Fonio Cookbook*, a été publié en octobre 2019. Ses deux premiers livres de cuisine, *Yolélé ! Recettes du cœur du Sénégal* et *Sénégal : Modern Senegalese Recipes from the Source to the Bowl* ont été finalistes pour plusieurs prix, notamment le Julia Child Cookbook Award, le Gourmand Award à Paris et le James Beard Award du meilleur livre de cuisine international.

Thiam a cuisiné pour le roi du Maroc, le président français Emmanuel Macron et l'ancien secrétaire général des Nations unies Ban Ki Moon. Grâce à son travail de sensibilisation et à ses nombreuses apparitions dans les médias, il est devenu un ambassadeur culinaire reconnu, qui se consacre à la promotion de la cuisine ouest-africaine dans le monde entier. Son TEDTalk, donné lors du TEDGlobal 2017 à Arusha, en Tanzanie, a été visionné plus d'un million de fois. Thiam siège au conseil d'administration d'IDEO.org et de SOS Sahel.

 @chefpierrethiam

BIO



Dr. Selly BA

Sociologue

Militante des droits humains, **Selly BA** est docteure en sociologie à l'UCAD. Actuellement, elle est chargée de programme à la Fondation Heinrich Böll. Selly BA est spécialiste des questions de Genre en lien avec la Religion, la sécurité et la migration au Sénégal. Selly est auteure de plusieurs articles et publications collectives.

Parmi ses récentes publications :

- (avec Penda Mbow) Femme et Pouvoir en Afrique, in Enjeux 2019-2024 : Sénégal, réflexions sur les défis d'une émergence, 2019, Harmattan.
- « Islam et radicalisation au Sénégal : la prédication féminine, une réponse », in Biographies de la radicalisation, des messages cachés du changement social, publié en 2018 par l'Université de Leiden, Pays-Bas. (traduit en français, anglais et néerlandais)
- BA, Selly, 2017, « Femme et Forces Armées au Sénégal : l'adaptation institutionnelle et organisationnelle, une nécessité pour des forces armées sénégalaises fortes », CODESRIA.
- BA, Selly, 2017, La prédication féminine musulmane au Sénégal, Editions Universitaires Européennes (EDU).
- Muriel Gomez-Perez et Selly Ba, 2015, « Les prédicatrices au Sénégal : de la visibilité à la légitimité religieuse et sociale (des années 1980 à nos jours) » in Etat, Sociétés et Islam au Sénégal, SECK Abdourahmane, KAAG Mayke, GUÈYE Cheikh, FALL Abdou Salam (éd.) Paris, Khartala.
- Ba, Selly, 2015, L'Implication des Acteurs Islamiques dans la Lutte contre le SIDA au Sénégal : Etude de cas de l'ONG JAMRA, in Etat, Sociétés et Islam au Sénégal, SECK Abdourahmane, KAAG Mayke, GUÈYE Cheikh, FALL Abdou Salam (éd.), Paris, Khartala.

Parmi les ouvrages collectifs qu'elle a dirigés :

- Les femmes dans les forces de défense et de sécurité au Sénégal, en cours de publication par le CODESRIA.
- Genre-TIC et enjeux sécuritaires : étude de cas du Sénégal et du Mali, recherche en cours de rédaction avec le CODESRIA.

BIO



Marième Soda NDIAYE

Sociologue

Marième Soda NDIAYE née le 25 janvier 1992 à Dakar. Surnommée « la voix des Jeunes », Marième est une africaine du Sénégal. Agée de 28 ans elle est Géographe, spécialiste de la santé de l'environnement et du développement durable. Etudiante en 5ème année à British Senegalese Institute et travaillant à l'Observatoire de suivi des indicateurs économiques en Afrique (OSIDEA) en tant que Responsable du Programme Jeunesse et Leadership.

OSIDEA est une Organisation qui promeut le suivi et l'évaluation de la gouvernance des politiques publiques. Également en tant que plate-forme de collecte de données économiques, de partage d'informations et de conseil stratégique pour aider les décideurs publics à mieux comprendre l'impact des directives et des investissements économiques sur la population.

Actuellement Jeune déléguée pour l'Afrique et le Moyen-Orient au Board du Conseil mondial de l'eau (2018-2021). Ses responsabilités principales en tant que jeune déléguée sont notamment de participer aux réunions du Conseil des gouverneurs, de participer aux groupes de travail du Conseil et de mobiliser des réseaux de jeunes pour, entre autres, la préparation du 9ème Forum mondial de l'eau devant se tenir à DAKAR.

Elle est également membre de l'Association des jeunes professionnels de l'eau et de l'assainissement au Sénégal. Elle se définit comme une militante pour la justice sociale. Membre fondateur du **CAJUST** (Citoyens Actifs pour la Justice Sociale), dont la mission est de construire une citoyenneté active pour lutter contre toutes les formes d'injustice et d'inégalités sociales. Elle est également coordinatrice du programme Citoyenneté active et participation des jeunes et des femmes. Cette plateforme rassemble plus d'une douzaine de mouvements de jeunes travaillant en synergie pour promouvoir une gouvernance démocratique, transparente et responsable des ressources publiques du Sénégal et la participation des jeunes à la prise de décision. Elle est aussi membre fondateur du Mouvement OSEZ L'AVENIR dirigé par Me Aissata Tall SALL.

Bénévole et membre de l'AECES, (Association des Encadreurs de Collectivités Educatives du Sénégal), une association d'une plus d'une quarantaine d'années qui promeut l'Education, l'épanouissement et le bien-être des enfants mais surtout de ceux issus de milieux modestes à travers des camps de vacances- patronages...

En résumé, promouvoir la citoyenneté active et la participation des jeunes dans les instances de prises de décisions tel était toujours son combat avec le soutien d'organisations comme l'Unesco, Publiez ce que vous payez, Oxfam, la Fondation Friedrich Ebert, la Fondation Neumann pour la liberté, Enda Lead Afrique francophone, ONG La Lumière, Women Deliver, One Afrique Francophone etc.

 @MariemeSoda_SN

ANNEXES

RAPPORT D'ACTIVITÉS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

SPÉCIAL WEBINAIRE COVID-19

RAPPORT D'ACTIVITES SUR LES RESEAUX SOCIAUX
Phase I : Du 6 Avril au 16 Mai 2020

12 Webinaires + 1 Edition Spéciale = 13 Intervenants

ZOOM
Facebook Live

#WebinaireCovid19 #CitizenLegs #CitizenJeader

Logos: LEGER, LEGS, CitiZeq, estManagers Production

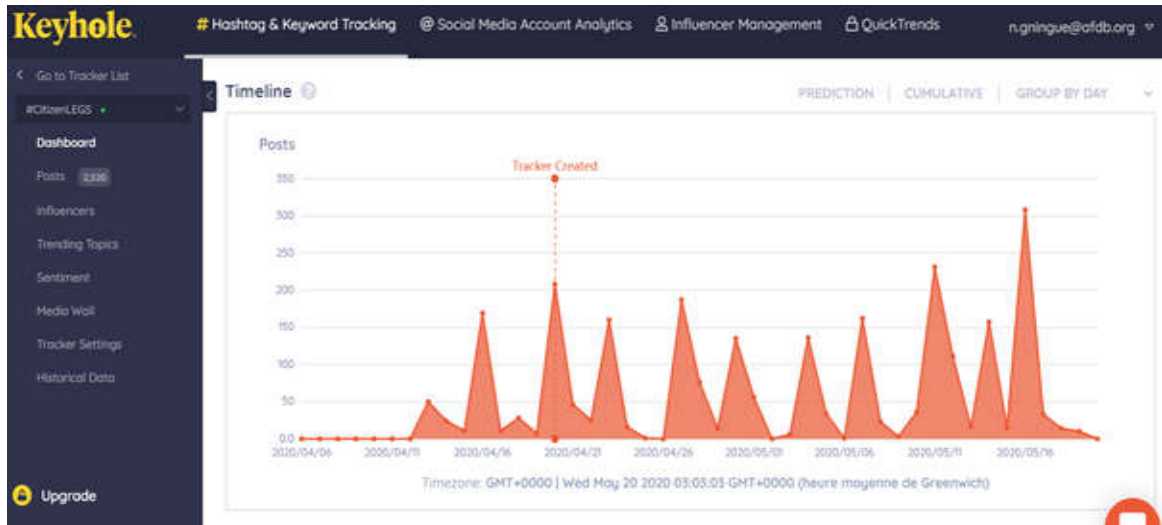
Keyhole # Hashtag & Keyword Tracking @ Social Media Account Analytics & Influencer Management & QuickTrends

REAL-TIME TRACKER: **#CitizenLEGS** APR 07 - MAY 20

HISTORICAL DATA PDF XLS CUSTOMIZE SHARE

2,520	213	3,966	14,632,459
POSTS	USERS	ENGAGEMENT	REACH + IMPRESSIONS

Source : Keyhole (20 Mai 2020)



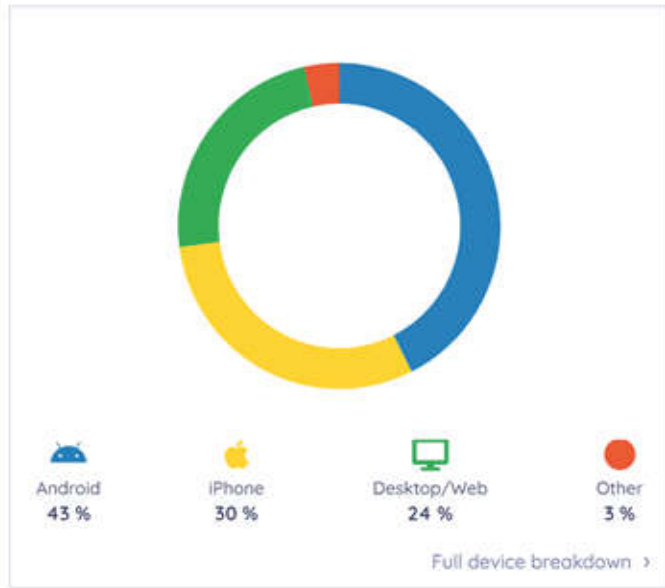
Location ?



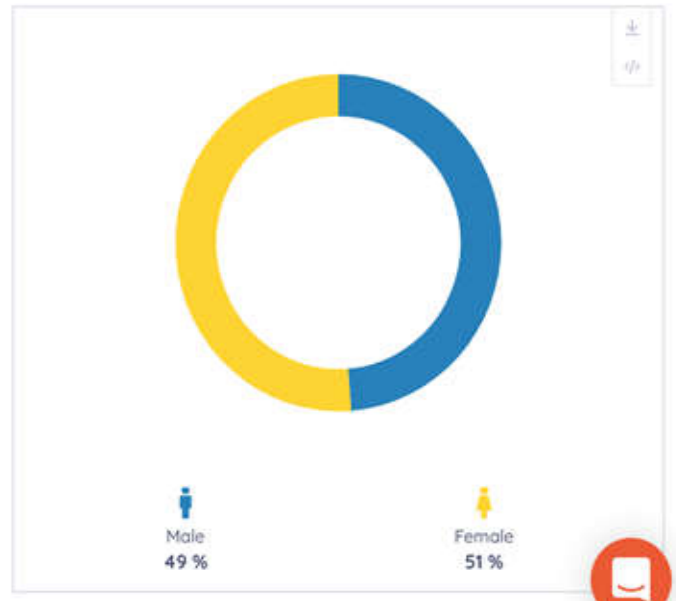
Countries	# of most active users
Senegal	1247
France	25
Australie	16
USA	14
Benin	5
Cameroon	4
Gabon	2
Canada	2
Togo	1
Italie	1
Ghana	1
Burkina Faso	1
Allemagne	1
Total	1320

Source : Keyhole (20 Mai 2020)

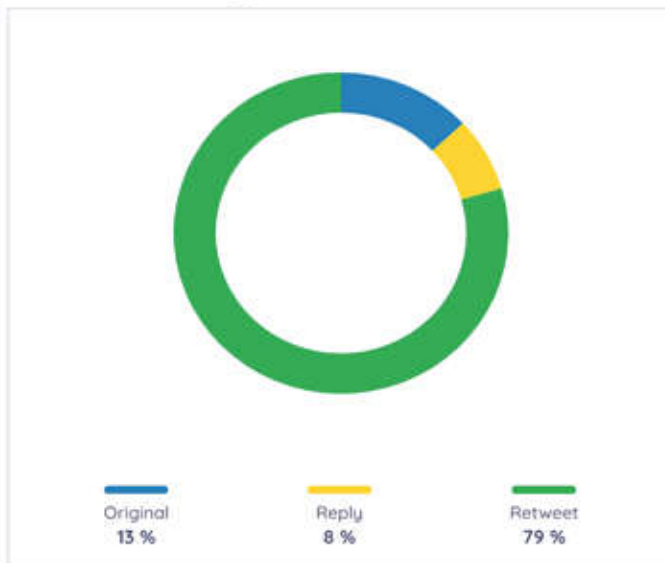
Top Devices and Apps



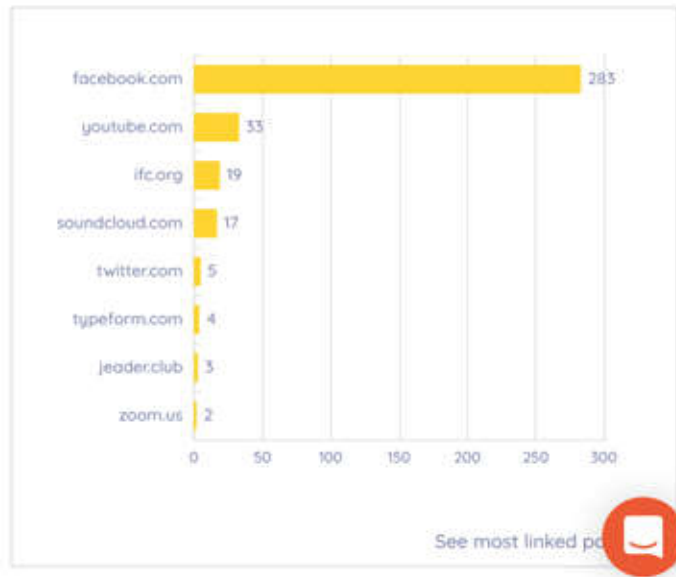
Gender



Social Media Post Types



Most Linked Websites



Source : Keyhole (20 Mai 2020)

#	THEMES	INTERVENANTS	LIENS
1	Etat d'urgence et réalités économiques au Sénégal	Elimane H. KANE	https://www.youtube.com/watch?v=pn8QHhivQHs
2	Covid-19 et Impacts économiques au Sénégal	Dr. Khadim B. DIAGNE	https://www.youtube.com/watch?v=r4NaLuwR9s0
3	Ethique et Droit	Pr. Abdoulaye SAKHO	https://www.youtube.com/watch?v=wtMLRGwnug0
4	Politique de Santé Publique Avant et Après Covid-19	Dr. Mbathio DIENG	https://www.youtube.com/watch?v=aHUaGWfoYm4
5	Monnaie et Dette	Dr. Ndongo Samba SYLLA	https://www.youtube.com/watch?v=2NDcump1MSo
6	Transparence et redevabilité dans la gestion de la Covid-19	Dr. Cheikh Tidiane DIEYE	https://www.youtube.com/watch?v=8-Xe0FK6ly4
7	Médias & Désinformation dans le contexte de la Covid-19	Dr. Mamadou NDIAYE	https://www.youtube.com/watch?v=xlqoHfr4ji8
8	Quelles leçons tirer de l'expérience de la Chine dans la gestion de la Covid-19 ?	Dr. Ibrahima Khalil NIANG	https://www.youtube.com/watch?v=llcXgB_y438
9	Eau et Assainissement	Lansana Gagny SAKHO	https://www.youtube.com/watch?v=07GBiMSKa6Y
10	Quel type de leadership en situation de crise?	Nabou FALL	https://www.youtube.com/watch?v=_3_4uEXoVLM
11	Le Covid-19 et l'urgence de valoriser le produit de notre terroir	Chef Pierre THIAM	https://www.youtube.com/watch?v=6Fgv31HMRs0
12	Covid-19 : Quelles conséquences sur les inégalités de genre au Sénégal ?	Dr. Selly BA	https://www.youtube.com/watch?v=NoUq2pr083E
13	Leçons apprises de la gestion de la Covid-19 Quelles orientations pour le futur ?	Elimane H. KANE Mbathio DIENG, Khadim B. DIAGNE Marieme Soda	https://www.youtube.com/watch?v=CjUHAa2Mutg

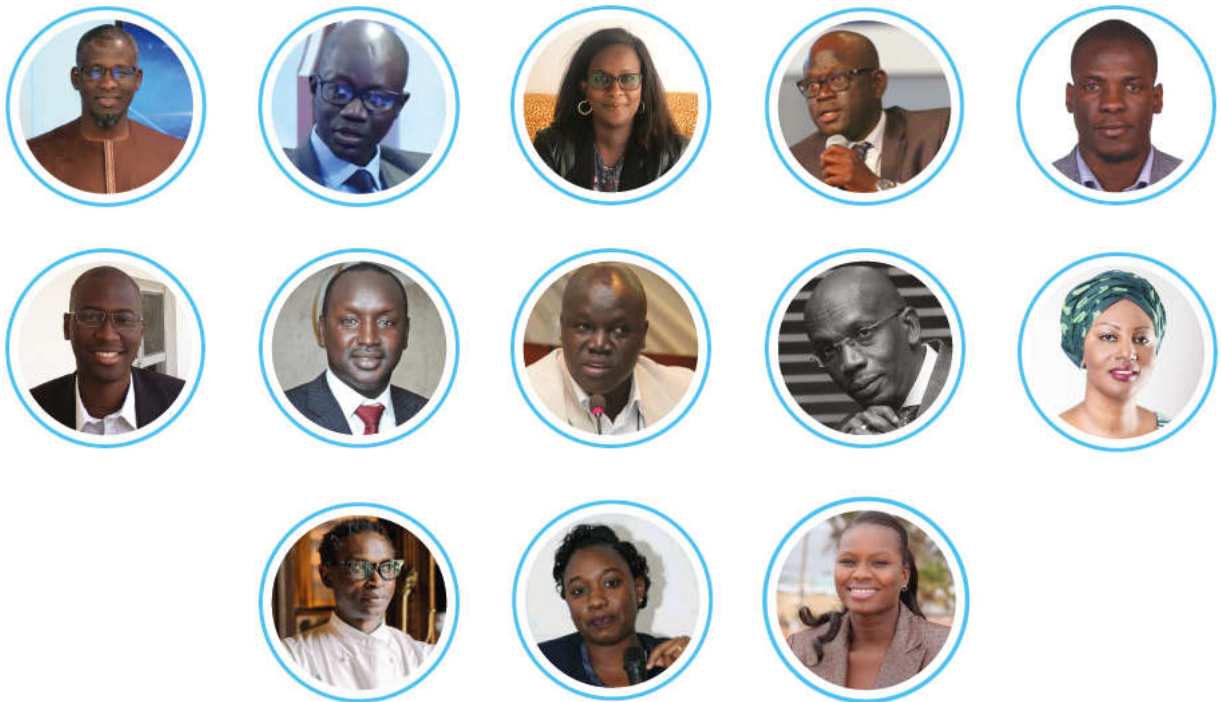
RÉSEAUX SOCIAUX JEADER

- **Facebook** : <https://fr-fr.facebook.com/IMAJEADER/>
- **Twitter** : <https://twitter.com/imajeader>
- **Groupe LinkedIn** : <https://www.linkedin.com/groups/7434318>
- **Page LinkedIn** : <https://www.linkedin.com/company/imajeader>
- **YouTube** : <https://www.youtube.com/channel/UCTC1hQLDuNb6Z7iAOWLEKXQ>

RÉSEAUX SOCIAUX LEGS AFRICA

- **Facebook** : <https://bit.ly/2NOMM8y>
- **Twitter** : https://twitter.com/Legs_Africa
- **YouTube** : <https://bit.ly/2NJqo0v>

Merci...



...& Rendez-vous pour la Saison 2



Webinaires #CitizenLegs

CitiZen
Managers' Production